Vol. 7 • No. 17 • Du 6 au 12 Novembre 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

DES MANIFESTATIONS À TRAVERS LE PAYS !



Voir page 4

Dépassés par les événements, les policiers de maintien de l'ordre utilisèrent des bombonnes de gaz lacrymogène pour contrecarrer le mouvement des étudiants. Ceux-ci ont dénoncé la réaction brutale des policiers qui étaient venus les bombarder avec des gaz lacrymogènes et procéder à des arrestations.

COUP DE THÉÂTRE AU PARLEMENT?



Voir page 4

Coup de théâtre, les sénateurs n'ont pas pu révoquer les trois larrons de Martelly- Lamothe malgré que pendant toute la période d'interpellation, les interpellés furent assaillis de questions auxquelles ils ne pouvaient même pas répondre.









HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Danger politique dans le pays!

Par Berthony Dupont

L'absence de grands desseins pour notre société mène jusqu'au bricolage politique circonstanciel, surpassant allègrement l'incohérence pour flirter avec l'absurdité. Tout se passe, aujourd'hui chez nous, comme si nous refusons toujours d'accepter que Martelly et Lamothe sont en mission commandée en Haiti, au service des puissances exploiteuses. Voilà pourquoi celles-ci n'ont pas hésité à envoyer des soldats de la Minustah à leurs valets. C'est ainsi qu'elles veulent continuer à imposer au pays le système de leur choix pour s'assurer au rabais l'exploitation de nos richesses.

Nous du journal Haiti Liberté, avons pris notre courage en main depuis l'apparition de cette équipe sur la scène politique en la dénonçant sans désemparer. Nous avons dénoncé le mercenariat du régime avec preuve à l'appui, ainsi que ce complot permanent contre le peuple haïtien. Mais, en dépit de tant d'efforts, on retrouve encore des secteurs qui, soit par naïveté politique, jouant un rôle de bon enfant, soit voulant partager le gâteau avec le régime, s'attachent à faire campagne pour la question électorale, plutôt que de lutter pour le départ de ces mercenaires.

Voici bientôt trois années que nous sommes soumis à une machine d'oppression martellyste et que le pays est devenu un pays de mendiants, de l'indigence, de la corruption de trafiquants de drogues et de l'aliénation.

Voilà qu'aujourd'hui cette bande d'aventuriers se décide à organiser des élections frauduleuses, *pikekole*, élections-sélections soutenues par les forces occupantes et les pays impérialistes. En vérité, qu'est-ce qui se cache derrière tout ça?

Le grand danger qui arrive à grandes enjambées ce sont ces élections que préparent le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) de Martelly. En fait, comme l'opposition n'avait d'autres revendications que les élections suivants leur slogan « élections ou démission », Martelly finalement s'est décidé à leur offrir ce qu'elle demandait. Mais le hic reste dans le fait qu'elle ne peut pas y adhérer à cause de l'absence d'une loi électorale qui n'est autre qu'une stratégie nette et claire de l'exécutif pour écarter l'opposition ; alors que pourtant les partisans *kaletèt* de Martelly se sont tous déjà inscrits.

A trop vouloir démocratiser le pouvoir en place par des élections « crédibles et honnêtes », à faire d'un loup enragé et drogué un agneau, on va sans doute assister à une élection sur mesure avec des martellystes roses seulement et simplement comme candidats ; et on aura eu la faute de n'avoir pas voulu abattre le taureau, en le saisissant par les cornes. Ainsi donc, nous assistons à une véritable obligation de nager à contre courant pour ne pas dire à contresens de l'histoire. Aussi longtemps que nous nous mettrons à maquiller ou rapiécer cette politique de dérives, nous n'arriverons pas à changer la politique destructrice et déstabilisatrice en cours, tant le désastre est immense.

A vraie considérer, cette politique irresponsable n'explique en rien les aspirations populaires ; puisqu'elle ne fait que fournir de la matière à l'ennemi du peuple. Elle ne passe que pour être un levier pour renforcer le pouvoir contre les cris de changement de la population. Déjà le régime nous a montré ses couleurs, avec la répression organisée, l'arrestation d'étudiants du fait qu'ils demandent le départ de Martelly.

Il est aberrant de parler de dialogue et d'amitié avec les capitalistes et les impérialistes qui n'ont d'amitié et de dialogues qu'avec les traîtres à leur patrie qui leur cèdent toutes les richesses de leur pays. Martelly et Lamothe ne sont autres que des nouveaux Conzés, des traîtres à notre patrie ! Pour sûr, c'est avec les machinations de l'impérialisme international qu'ils vont en Janvier 2014 organiser leurs soi-disant élections ; alors, si on les laisse faire, si on les laisse mettre d'autres pions au parlement déjà corrompu, il sera plus difficile pour nous de les déboulonner.

Puisque le danger risque de s'aggraver, il faut à tout prix l'arrêter afin de permettre qu'un vent de liberté et de dignité souffle sur le pays. Une action rigoureuse est partout réclamée comme l'indiquent les slogans des manifestants « Martelly doit partir » La Minustah doit partir !

Le résultat de la séance d'interpellation des 3 ministres de Martelly-Lamothe au Sénat exprime combien le danger est grave. C'est la volonté des sénateurs de collaborer avec le diable au détriment de la vérité et contre le redressement véritable du pays. Cela passe pour être le jeu des copains et des coquins d'une même classe illustrant par ainsi le dessein caché et inavoué de certains démagogues bien connus au Parlement. C'est une trahison politique à l'égard des aspirations du peuple minutieusement planifiée afin de ne pas instaurer un système dans lequel les intérêts du peuple auront une priorité absolue.

Aussi n'est il pas urgent que toutes les forces vives de la nation se mobilisent pour non seulement démasquer les crimes de ces vassaux de l'impérialisme, mais pour qu'ils soient tous soumis à la punition comme ils le méritent.

Nous voulons espérer que le peuple a pris note, que ce vote de confiance à ces ministres maraudeurs prouve qu'il doit être lui-même l'architecte de sa propre destinée. Nul autre que lui ne le fera en sa faveur !

Quant à nous, nous restons persuadés que la vigilance des forces progressistes populaires et révolutionnaires saura déjouer les machinations impériales et ses laquais locaux par le grand coup de balai de changement qui doit se faire per fas et nefas !

Des aveux troublants de Evans Paul au micro de Liliane Pierre-Paul

Par Guerby Dujour

On se fait définitivement du tort à ne pas écouter certaines émissions de radio en Haiti. Surtout si elles s'appellent par exemple "Intérêt Public" et qu'elles soient présentées par Liliane Pierre-Paul. À ne pas les écouter, on peut se priver d'informations assez importantes et qui, à l'avenir, peuvent se révéler extrêmement utiles dans un pays oú l'amnésie politique fait autant de ravages que la tuberculose. Car, bien souvent, ces informations si longtemps couvées sont déballées en direct ou en différé.

Nul ne savait, en effet, à part Evans Paul et ses compagnons de cirque, que l'ex- président de facto Boniface Alexandre avait été se cacher dans les locaux d'une ambassade située à Bourdon après le coup d'état du 29 Février 2004 contre l'ex-président Aristide et que les ténors de l'opposition GNB devaient attendre une semaine pour le voir accéder au pouvoir. C'est monsieur Evans Paul qui a fait ces aveux pour le moins troublants



Evans Paul (K-Plim)

à l'émission «Intérêt Public» diffusée sur Radio Kiskeya le dimanche trois novembre 2013, soit neuf années après l'infamie de 2004.

Étonnamment, aucun des intervenants à cette émission n'avait jugé nécessaire de s'éterniser là- dessus. C'est un risque qu'il ne fallait pas prendre au moment où Lavalas est si courtisé par une opposition débile et rachitique dans la lutte anti-Martelly. L'indécent Sauveur Pierre Etienne, connu pour ses loghorrées et pour sa haine d'Aristide, n'avait pas dressé les dents. Victor Benoit dont le silence est aussi lourd qu'un sac de plomb devant les dérives du pouvoir *tèt kale*, lui non plus, n'avait pipé mot. Le compromis du silence s'avérait nécessaire pour ne pas faire le jeu de l'ex-président Aristide et provoquer en même temps la colère du maître, la communauté internationale. Une communauté internationale qui les avait utilisés dans le cadre du grand chambardement du pays pour parvenir sans trop de chiendents majeurs à réinstaurer le statuquo- ante. La droite sanguinaire. L'état *peze souse*. L'ordre macoute- obscurantiste incarné par le Martéllisme débridé.

Liliane Pierre-Paul, très correcte durant cette émission, s'était révélée très tenace. Elle avait fait exprès de leur tirer des vers du nez, et elle en a eus à gogo. Ils étaient tous repartis nus. Nus et ridicules après avoir étalé leur asthénie dans un jargon politique frisant l'indécence et l'ineptie. Les auditeurs avaient du mal à cerner leurs approches

Suite à la page (18)

Fort National: Garry Laguerre assassiné par des bandits légaux



Garry Laguerre

Un agent de sécurité rapproché du sénateur John Joël Joseph, Garry Laguerre a été tué lundi soir 4 novembre par 4 balles à la tête, à proximité de sa résidence dans le quartier du Fort national, Nord de la capitale. Garry Laguerre était un membre du Mouvement de Liberté et d'Egalite pour la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF) et membre de l'Organisation Politique Fanmi Lavalas. Il était aussi membre fondateur de l'organisation populaire MOPAM. L'assassinat a été perpétré à quelques mètres d'une base de la MINUSTAH et d'un commissariat de la Police Nationale d'Haïti.

Des sources proches du sénateur ont fait savoir qu'il pourrait s'agir d'un crime politique, vu que Garry Laguerre aurait peu auparavant engagé des discussions assez musclées avec des individus qui auraient appartenu dans le passé au même camp politique que lui et à qui il aurait reproché leur position opportuniste d'aujourd'hui, passant au secteur prevaliste-kaletèt. Par les mêmes sources, l'assassinat d'un membre de sa sécurité rapprochée, est un message clair au sénateur Jonh Joël Joseh pour sa position anti-kaletèt très tranchante. L'assassinat de Garry Laguerre a jeté l'émotion au sein de l'organisation à laquelle il appartenait, MOLEGHAF. Pour le secrétaire général de cette organisation, Oxygène David, c'est une grosse perte pour nous à Fort National. Garry Laguerre était un militant conséquent qui luttait pour le changement dans les conditions de vie de la population des quartiers pauvres du pays. Il a toujours accompagné les militants de MOLEGHAF dans les mouvements de revendications pour la libération totale d'Haïti et les changements en profondeur dans les structures sociales du pays.

Le Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS) dénonce le rapatriement illégal de 142 migrants-es haïtiens orchestré par la Migration dominicaine

Le Réseau Frontalier Jeannot Succès pour la Promotion et la Défense des Droits Humains (RFJS) a annoncé le rapatriement de 142 migrants-es haïtiens réalisé au portail frontalier de Elias Piña/Belladère, le 1er novembre 2013.

Dans un communiqué soumis à la presse, le RFJS a déclaré qu'il est regrettable que la Direction générale de la Migration continue de rapatrier les migrants haïtiens dans des conditions inhumaines (encagés) qui ne respectent pas la dignité des rapatriés-es. « De cette manière, la seule politique d'immigration qui s'applique à la Direction générale de la Migration pour contrôler le flux migratoire est l'expulsion, en ignorant les autres principes relatifs à la Loi migratoire 285-04 et son règlement 631-11 «», exprime le Réseau.

Le RFJS Indique qu'avec ces genres d"expulsions collectives réalisées par la Direction générale de la Migration où les procédures de rapatriements dûment établies sont ignorées, aucune fiche de rapatriement n'est soumise aux personnes reconduites ; ni les autorités de l'Etat d'origine ne sont avisées. Ce qui montre que les déportations sont réalisées en violation des règles de procédure régulière qui s'appliquent à tous les types d'actions judiciaires et administratives ainsi qu'une violation du droit fondamental à la protection juridictionnelle effective. « Nous assistons à maintes reprises à l'échec systématique de la part de la Migration, des accords internationaux signés par la République dominicaine dans le domaine des droits humains et des droits des migrants, ainsi que l'absence de la mise en œuvre du Règlement 631-11 pour l'application de la Loi migratoire dominicaine. », soutient le RFJS.



Des migrants haïtiens entassés dans un bus de la migration dominicaine pour être reconduits à la frontière de Belladère/Elias Pina
Photo: RFJS

Le Réseau Frontalier Jeannot Succès a enfin exhorté les autorités dominicaines à réactiver et renforcer les canaux de collaboration entre l'État et la société civile pour introduire des améliorations dans la législation et faire en sorte que cela se transforme en un instrument efficace et humain.

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Refugiés)
4 novembre 2013

Dialogues entre voisins à la frontière sur la Sentence de la Cour Constitutionnelle dominicaine Spécial

A l'initiative du Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS), des riverains de plusieurs localités frontalières haïtiennes ont décidé de parler à leurs voisins dominicains autour de la décision de la Cour Constitutionnelle dominicaine de dénationaliser des milliers de Dominicains d'origine haïtienne. Respectivement le lundi 28 Octobre et le vendredi 1er novembre 2013, les Haïtiens et Haïtiennes ont parlé à des Dominicains dans plusieurs marchés frontaliers et leur ont remis de petits papiers où se trouvaient inscrites les questions suivantes :

Que pensez-vous de la sentence de la Cour Constitutionnelle dominicaine qui enlève la nationalité aux Dominicains-es d'ascendance haïtienne ? Êtes-vous d'accord avec cette décision injuste ? Comment comptez-vous réagir ?

Haïtiens-nes et Dominicains-es ont ainsi échangé des commentaires au portail frontalier de Belladère/Elias Piña, Anse-à-Pitres/Pedernales et à celui de Ouanaminthe/Dajabon, tout comme dans les marchés éparpillés le



Des membres du Comité des Droits Humains du RFJS étaient en train de remettre des messages aux riverains-nes sur la Sentence de la Cour Constitutionnelle dominicaine à la frontière de Belladère/Elias
PinaPhoto: RFJS

Suite à la page (18)

Des manifestations à travers le pays !



Ce lundi 4 novembre, des mouvements de protestations ont paralysé presque toutes les activités au centre de la capitale, à Cité Soleil, à Miragoâne, à Saint-Marc et à Jacmel.

Par Thomas Peralte

Dès le début de cette semaine, les manifestations ont repris un peu partout dans le pays. Les objectifs de ces mouvements de protestation sont multiples : libération des étudiants arrêtés, révocation des agents de l'exécutif dans les différentes mairies du pays, révocation du délégué du département des Nippes, Alex Tropnas ; paiement des professeurs, approvisionnement en eau potable et électricité, construction de ponts, protection contre l'insécurité et autres. Ce lundi 4 novembre, des mouvements de protestations ont paralysé presque toutes les activités au centre de la capitale, *à* Cité Soleil, à Miragoâne, à Saint-Marc et à Jacmel.

A Port-au-Prince, dans la matinée du lundi, des centaines d'élèves du Lycée de la Saline, au bas de la ville ont gagné les rues pour demander aux responsables du ministère de l'éducation nationale de payer les professeurs pour qu'ils puissent venir dispenser des cours et régulariser ceux qui ne sont pas encore nommés et qui travaillent depuis des années. Les élèves ont parcouru le Boulevard Harry Truman dit Bicentenaire pour se rendre par devant les locaux de ce ministère. Ils étaient unanimes à crier haut et fort : « Nous sommes venus ici pour dire, payez les professeurs, payez les professeurs, payez les professeurs… »

Dans l'après-midi, c'était au tour des étudiants qui se sont rassemblés au local de la Faculté d'Ethnologie, au centre de la capitale pour entamer un mouvement de protestation exigent la libération immédiate de l'un des leurs, Fresnel Michel. Celui-ci est un étudiant de l'Ecole Normale Supérieure (ENS). Le premier novembre dernier, il participait à une activité à la Faculté des Sciences Humaines (FASCH), à l'avenue Christophe. A sa sortie, des policiers à bord d'un véhicule immatriculé 1-457 ont procédé à son arrestation, et depuis lors, on n'a plus de ses nouvelles. Au niveau de la rue Saint-Honoré, les étudiants protestataires ont érigé des barricades enflammées et jeté des pierres sur les véhicules qui circulaient autour de ladite faculté.

Dépassés par les événements, les policiers de maintien de l'ordre utilisèrent des bombonnes de gaz lacrymogène pour contrecarrer le mouvement des étudiants. Ceux-ci ont dénoncé la réaction brutale des policiers qui *étaient* venus les bombarder avec des gaz lacrymogène et procéder à des arrestations. « La police ne remplit pas sa fonction qui n'est autre que protéger et servir. Le pouvoir kaletèt de Martelly-Lamothe l'a transformée en un instrument répressif pour commettre des actes criminels contre la population. « À bas tout régime fasciste, tout régime totalitaire comme celui de Martellly-Lamothe, » lança un protestataire. Les gaz lancés par la police à la Faculté Ethnologie et ses environs ont eu des conséquences néfastes sur les élèves qu'ils ont envoyés à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), paralysant ainsi toutes les activités de la zone.

À Cité Soleil, le plus grand bidonville du pays avec plus de 400 mille habitants, toutes les activités ont été paralysées par des mouvements de protestation. Les écoles ne fonctionnaient pas, les activités commerciales et la circulation des véhicules ont été bloquées ; sur toutes les routes, il y avait des barricades enflammées, des jets des pierres lancés un peu partout et la Police de son côté tirait dans toutes les directions. Les habitants de Cité Soleil exigeaient la révocation immédiate et sans condition de l'agent de l'exécutif à la tête de la mairie de la Cité, le nommé Coby ; justice pour Sadrac Elie, un jeune garçon de 26 ans assassiné par des bandits légaux la semaine dernière. Des protestataires ont déclaré : « *Tout moun Site Solèy an n fè yon tètkole pou n voye tètkale yo, kouwè : Michel Martelly, Laurent Lamothe, Coby ak akolit li yo ale. N ap di tètkale yo bat chen yo tann mèt yo, jounen jodi a chen yo gen mèt. N ap manifeste kont bandi legal yo, kont tètkale yo k ap kale tèt pèp la, kont ensekirite ak move lavi pèp Site solèy ap viv, se lapolis yo voye vin tire sou nou. N ap mande jistis pou Sadrac, se lapolis yo voye vin tire nou. N ap manifeste kont grangou ak lavi chè, se lapolis yo voye vin tire sou nou.* »

Les activités économiques et scolaires avaient été paralysées à Cité Soleil hier en raison d'un important mouvement de protestation. De nombreux manifestants avaient érigé des barricades de pneus enflammées afin de réclamer la démission d'un des agents exécutif, Jean Ronald Coby.

Ils ont accusé M. Coby d'avoir été le commanditaire de l'assassinat de Shadrac Elie, 26 ans la semaine écoulée lors d'une intervention des forces de l'ordre. Les manifestations à Cité Soleil ont perturbé la circulation automobile sur la route nationale numéro 1. Des tirs nourris ont été entendus pendant la journée à l'intérieur de Cité Soleil.

Les parents de Shadrac Elie ont fait valoir qu'il a été lâchement abattu par des policiers. Des manifestants ont également indiqué qu'il s'agit d'une détérioration d'un conflit latent entre deux zones de ce vaste bidonville. Plusieurs personnes ont été blessées lors des incidents qui avaient débuté la semaine écoulée. Bottom of Form

A Miragoâne, zone Sud d'Haïti, depuis deux semaines toutes les activités sont totalement paralysées. Ce lundi matin, le mouvement de protestation a été repris par les habitants qui réclament l'eau et l'électricité. Toutes les activités ont été bloquées. L'administration publique ne fonctionne pas», a constaté le correspondant d'Haïti Liberté. Des barricades de pneus enflammés ont été remarquées dans certaines rues de la ville alors que des individus lançaient des pierres en direction des véhicules et des passants. La police est déployée dans la ville en tirant des bombonnes de gaz lacrymogène sur les manifestants.

A Saint-Marc, Nord de Port-au-Prince, plusieurs centaines de personnes ont gagné les rues, ainsi que des professeurs pour exiger le paiement de 10 mois d'arriérés de salaires, l'augmentation de salaire à 50 mille gourdes et la nomination des professeurs engagés par le ministère de l'éducation nationale depuis des années. D'un côté, des centaines d'habitants de la Cité de Nissage Saget ont bloqué la route nationale #1 avec des barricades enflammées pour exiger l'eau potable.

L'un des protestataires a déclaré : « *Dlo se lavi, nou bezwen dlo pou n sèvi tout lajounen, dlo a pa ka bloke anwo, se poutèt sa nou pran lari jodi a.* »

A Jacmel, Sud'Est du pays, les choses étaient pareilles, des centaines de personnes sont descendues dans les rues pour réclamer la construction de trois (3) ponts effondrés depuis 2008. Ces ponts relient la ville de Jacmel à plusieurs autres communes du département du Sud'Est.

Les mouvements de protestation d'autres zones du pays pour exiger l'amélioration des conditions de vie de la population, la révocation des agents de l'exécutif dans les mairies *démentent les propagandes du pouvoir tètkale de MartellyLamothe. L'éducation est paralysée dans plusieurs Lycées et écoles nationales* à travers le pays. La justice ne fonctionne pas depuis la tentative d'enlèvement de maître André Michel. Les avocats eux aussi descendront le mercredi 6 novembre dans les rues pour réclamer la révocation du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Francisco René et le juge d'instruction Lamarre Bélizaire. Entre temps, des bandits légaux sèment le deuil dans les familles, quand le lundi 4 novembre dernier, à Fort-National, Garry Laguerre a été assassiné par des bandits légaux.

Coup de théâtre au Parlement?



Les ministres Jean Renel Sanon, Pierre-Richard Casimir et David Basile

Par Isabelle L. Papillon

Trois des ministres du gouvernement de Martelly-Lamothe s'étaient présentés devant le sénat pour répondre à une interpellation signée par 16 sénateurs, le vendredi 25 octobre 2013 dernier. Il s'agit des ministres Jean Renel Sanon de la Justice, David Bazile, de l'Intérieur et Pierre-Richard Casimir des Affaires étrangères. Il avait été bruit que les sénateurs allaient renvoyer ces ministres par un vote de censure.

Quelle a été en fait la motivation de cette interpellation ? Était-ce le niveau de gabegie des responsables de ce régime qui ne font rien au service de la collectivité ou les sommes d'argent gaspillées dans des scandales à n'en plus finir ?

Signalons que bien avant la cérémonie d'interpellation, un groupe de 16 ambassadeurs et anciens chefs de mission d'Haïti à l'étranger, entre autres Fritz CINEAS (République Dominicaine), Duly BRUTUS (OEA), Denis REGIS (Nations-Unies), Frantz LIAUTAUD (Canada), Guy LAMOTHE (Mexique), Madsen CHERUBIN (Brésil) et Edwin PARAISON, ancien Ministre, Ancien 'ambassadeur d'Haïti en République Dominicaine avaient écrit le lundi 4 novembre aux sénateurs interpellateurs pour leur demander de faire preuve d'indulgence en faveur du ministre des affaires étrangères Pierre-Richard Casimir.

De même, le ministre de l'Intérieur, David Basile avait reçu le soutien des fédérations nationales des CASECS et des ASECS d'Haïti demandant aux sénateurs de ne pas renvoyer leur patron.

Et cela a été suffisant pour dédouaner ces trois ministres qui selon le sénateur de l'Artibonite, François Annick Joseph devraient servir de « victimes expiatoires », au « gouvernement tout entier».

Mais, coup de théâtre, les sénateurs n'ont pas pu révoquer les trois larrons de Martelly- Lamothe malgré que pendant toute la période d'interpellation, les interpellés furent assaillis de questions auxquelles ils ne pouvaient même pas répondre. On s'attendait pour une fois à un petit changement, car il n'y avait aucun moyen de reconduire ces hommes vu leur incapacité, leur médiocrité et même leur non-respect de la cause nationale. Comme on est en Haiti, un pays où l'impossible est plus facilement possible ce dont le peuple est bien convaincu, les sénateurs ont décidé de ne pas voter dans le sens d'une censure, pour le bien du peuple et du pays, alors que dans tout le pays on demande le renvoi définitif du régime Martelly-Lamothe.

En réalité, est-ce sous l'emprise d'un quelconque diktat ou par volonté de continuer à nager dans la boue sale de la corruption que l'interpellation des ministres s'est terminée par une grotesque scène de théâtre tournant en dérision le pays tout entier et le peuple en particulier, ou est-ce pour nous montrer comment les gens qui nous gouvernent ne sont que des crapules? Quoiqu'il en soit c'est une honte quand même pour ces trois ministres, car s'ils étaient de vrais hommes ils devraient démissionner pour sauver leur honneur, même après avoir échappé à la censure. Comment ces messieurs vont-ils pouvoir continuer à regarder les honnêtes gens dans les yeux ? De façon tragique , c'est un mauvais message pour les jeunes appelés à diriger ce pays dans le futur.

Pour cacher la forfaiture –car c'en est une – les sénateurs interpellateurs se sont réfugiés derrière un certain règlement interne du sénat stipulant que 16 voix étaient nécessaires pour renvoyer les trois ministres. Or, ils n'ont pas pu les recueillir.

Par ailleurs, était-ce ce un choix politique d'avoir préféré un vote séparé à un vote global ? Quoiqu'il en soit, quatorze (14) sénateurs sur 19 présents ont reconduit le ministre David Basile, contre 3 et une abstention. Treize (13) sénateurs ont censuré le chancelier haïtien Casimir, alors que 5 autres ont voté contre la motion de censure. Quant au ministre de l'injustice Jean Renel Sanon, 14 sénateurs avaient souhaité le censurer mais 4 s'y étaient opposés. Ainsi finit la comédie.

Les funérailles : Une ruine pour les vivants

Par J. Fatal Piard

« Nou rive nan simityè a. M ape mande si nan pwen gran moun ooo nan simityè a. Bonjou bawon bonjou pitit kay mwen ». **Chant vodou (adapté)**

Ce chant vodou, fredonné par le maestro et chanteur principal de ce troubadour qui traditionnellement se tient à quelques mètres après l'entrée du cimetière de Port-au-Prince est repris en chœur par les badauds les passants et les curieux. *M pa kwè m bezwen di nou si m te chante tou.*

Le fait que la corde mi aiguë de son banjo soit rompue sous ses doigtés d'ivrogne impénitent ne l'a pas pour autant empêché de continuer à charmer les morts. Perchés sur une tombe parmi d'autres vivants, nous n'avons pu nous empêcher de marauder ces accords majeurs soutenus par un rythme cadencé à deux temps.

Cette année, à l'occasion de la fête des morts nous avons voulu tabler sur l'aspect lucratif des funérailles. En outre, peu d'analystes ont eu la clairvoyance d'esprit d'analyser ce secteur d'activité dans ses divers aspects. Disons d'entrée de jeu comme dans tout système capitaliste c'est une véritable mafia qui a pris ce secteur en otage.

Le coût exorbitant des funérailles se justifie en tout premier lieu par l'immense respect que les vivants vouent aux âmes disparues. Comme le stipule ce vieux dicton local. *Sòt ki bay. Enbesil ki pa pran*. Ainsi, les propriétaires des entreprises funéraires ne lésinent jamais pour exploiter à fond cette faiblesse des vivants pour les morts.

Et, ce profond respect leur coûte bien souvent les yeux de la tête. Nous n'avons qu'à considérer qu'un parent puisse trouver normal de payer 100,000.00 gourdes ($US 2,500.00) un cercueil pour ensuite l'endommager sauvagement avant de l'enfouir à plusieurs pieds sous terre. Autrement, au prochain crépuscule, il sera déterré et revendu au prix fort à celui dont le dard de la mort, par malheur, aurait atteint l'un de ses proches.

Un premier propriétaire de pompes funèbres que nous avons tenté d'interviewer n'avait pas du tout la parole facile. Il a tout de même admis que c'est une entreprise assez lucrative. Cependant, il a soigneusement évité de nous mettre au parfum des tenants et aboutissants de cette véritable mafia qui se sert des morts pour appauvrir les vivants.

Une véritable mafia

Les entreprises funéraires, c'est l'un des secteurs d'activités où les entrepreneurs ne courent aucun risque. Là aussi tous les coups sont permis entre larrons de même acabit. En 2011, un scandale éclata à l'église baptiste de Pétion-Ville de Delmas 103. La rumeur courait dans toute la ville qu'un mort serait revenu à la vie.

Accouru sur les lieux, nous avons tous constaté que l'homme était bien installé dans sa bière. La seule remarque est qu'une bulle de sang se formait dans la partie droite de son front, éclatait aussitôt et se reformait continuellement. Il avait aussi le pied droit brûlé par on ne sait quel feu. Les enquêtes menées ont révélé qu'il s'agissait d'un coup ourdi par un pasteur qui est l'ex associé du propriétaire de la pompe funèbre Schalom.

Disons le même *kabrit Tomazo* qu'est cette église Shalom de Delmas 33, ce cancer des masses populaires pire que le VIH /Sida et le Choléra. Ce jour-là cette pompe funèbre organisait simultanément cinq funérailles et avait encore plus d'une dizaine de cadavres à la morgue. *Se yon izin mò nonm sa a genyen.*

Le pasteur fripon comme tout autre pasteur digne de ce nom, avait monté ce coup en représailles au fait qu'il ait été évincé quelques jours avant par son nouvel associé. Si nous affirmons que c'est une véritable mafia vous pouvez nous accorder le crédit que nous savons bien de quoi nous parlons. *Depi n ka di w se bagay zenglendo a kostim se paske n konn kisa n ap di.*

Le menu

Le menu des funérailles varie entre 75.000 et 250.000 gourdes. En gros, c'est le cercueil qui coûte le plus. Chaises, tasses, couronne, frais pour l'église, corbillard, fanfare, bus pour se rendre au cimetière ou en province, caves ou tombe, tout figure sur la liste des débours. Plaise à vous de choisir selon vos moyens.

Suite à la page (14)

Les vrais hommes dont le pays a besoin

Par Fanfan la Tulipe

« Pour nos combats de demain, pour un monde plus libre, plus juste, plus égalitaire, plus fraternel et solidaire, nous devons maintenir vivante la mémoire de nos luttes ».
Gunter Holzmann

Suis-je condamné, pour les trois prochaines années, à dénoncer, chaque semaine, le comportement odieux, honteux, ignominieux, avilissant, déshonorant, vénal, pourri, corrompu du régime Martelly-Lamothe ? Suis-je condamné à épingler, à la semaine, les tragiques dérives d'un Exécutif ne vivant que de mensonges, de viles atteintes à un vrai Etat de droit, de stupéfiants scandales en cascades, de concussions et de honteuses infamies au sein même de la famille présidentielle, sous forme d'«usurpation de fonction, de corruption, de détournement de fonds publics, de blanchiment d'argent et d'association de malfaiteurs» ?

Non, je ne veux pas me livrer en aveugle à cette seule tâche répétitive, récurrente, d'avoir à écrire ne serait-ce que seulement les noms d'individus, d'énergumènes au moral glauque, vil et ignoble, dont on se demande comment des hommes politiques prétendument civilisés, riverains supposément avisés du Potomac à Washington, ont pu nous les imposer grâce à des subterfuges déshonorants, avilissants, n'ayant pour seule justification que la force brute et brutale, et la nécessité de traiter avec un Conzé qui leur permette de ratiboiser les richesses du sol et du sous-sol du pays.

Non, je préfère rêver d'un autre monde, d'autres hommes qui viendraient, avec l'appui des forces vives du pays, faire une réalité de cet autre monde tant souhaité. D'autres hommes, oui, d'autres hommes ou femmes courageux, honnêtes dans toute l'acception du terme, hardis, doués de volonté politique porteuse de changements fondamentaux ouvrant sur une société neuve, tournant résolument le dos aux pratiques surannées de conformisme, de tête baissée face à *mouche blan, mouche kouman, mouche lajan, mouche enperyalis*, afin d'inventer l'avenir du peuple haïtien.

Cet exercice de penser, d'exprimer la nécessité d'inventer le futur de tout un peuple enchaîné, rivé à la machine d'exploitation impériale exige beaucoup d'audace, beaucoup de courage, et comporte aussi des risques. Car, dès qu'il s'agit de remuer la boue d'une classe sociale minoritaire et *akrèk pou richès*, d'un système politique honni, écrasant les rêves de la majorité, il se trouve toujours une poignée d'*aloufa*, de criminels égoïstes, pour noyer dans la violence toute velléité de changer l'ordre social.

En effet, on sait par exemple que Patrice Lumumba a bien payé de sa vie, après son fameux et historique discours du 30 juin 1960, jour de l'indépendance du Congo, lorsqu'il eut à braver le pouvoir colonial et jeter à la face même du roi Baudouin de la Belgique : «Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort, nous avons connu que la loi n'était jamais la même, selon qu'il s'agissait d'un blanc ou d'un noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres … Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses : exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort même… tout cela est désormais fini».

Lumumba n'était ni un Kasa-Vubu, ni un Moïse Tshombé, encore moins un Joseph Mobutu, trois valets du colonialisme belge. Parce que Lumumba, idéaliste, avait «sous-estimé les enjeux internationaux, la lâcheté et la corruption de ses pairs, la puissance des Etats-Unis, l'hypocrisie de la Belgique et la passivité de l'ONU», et surtout parce qu'il était un politique de grand courage, incapable de compromission, il pouvait affirmer dans son discours, le jour de l'indépendance :« Nous allons supprimer efficacement toute discrimination quelle qu'elle soit et donner à chacun la juste place que lui vaudra sa dignité humaine, son travail et son dévouement au pays».

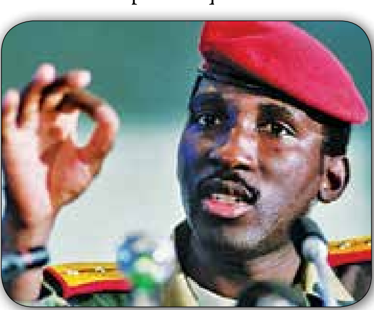
Nous rêvons d'hommes et de femmes fiers, civils ou militaires, doués de civisme, de nationalisme, tel un Jacobo Arbenz, élu en novembre 1950, avec une large majorité. Il voulait faire du Guatemala une nation moderne, économiquement indépendante et politiquement souveraine. Doté d'accents révolutionnaires, son gouvernement était démocratique, réformateur et patriotique : réforme agraire hardie, construction d'infrastructures publiques modernes, industrialisation adaptée, répartition équitable des richesses permettant le développement du Guatemala, tandis que la politique sociale (salaire minimum, embryon de sécurité sociale, droit du travail) et éducative croissait proportionnellement. Le peuple maya, mis en valeur, commença à relever la tête. Mais comme au Congo, l'impérialisme-colonialisme veillait au grain. Les frères John et Allen Dulles, respectivement secrétaire d'Etat et directeur de la CIA, au sein de l'administration républicaine d'Eisenhower, étaient de fidèles amis des intérêts de la United Fruit Company, la «*Frutera*». Les USA maccarthystes virent rouge. À l'automne 1953, l'ambassadeur américain John Peurifoy fut chargé de soudoyer l'armée et de semer le trouble. De leur côté, l'Eglise locale et l'oligarchie lancèrent une croisade anticommuniste. Sans succès, Arbenz apporta des preuves des activités tortueuses de la CIA laquelle orchestra une lourde propagande, une offensive psychologique aux effets paralysants massifs.

Du Honduras, où elle s'entraînait, une petite armée de guatémaltèques et de mercenaires à la solde de la CIA et commandée par le colonel Castillo Armas pénétra le territoire national. Les officiers de l'armée régulière stipendiés par Peurifoy refusèrent le combat. Arbenz, lui, hésita à armer le peuple. Économe du sang versé, il craignit la guerre civile. Démoralisé, il quitta le Palais national, le 27 juin 1954. Réfugié à l'ambassade du Mexique, il partit de son pays, digne, calme et droit, contraint à un pénible exil.

Certes, nous ne rêvons pas de martyrs. Nous ne rêvons pas non plus de héros morts. C'est plutôt l'exemple du courage, de la dignité politique, du patriotisme de grands leaders qui nous encourage à rêver qu'«un autre monde est possible» où les dirigeants ne soient plus des cancres politiques voire des chancres syphilitiques au corps déjà émacié de leur nation. Ces leaders qui ont osé rêver, inventer l'avenir de leur pays en bravant le colonialisme, l'impérialisme, des classes sociales pourries jusqu'à la moelle, ils méritent notre respect et notre admiration parce qu'ils sont des repères de moralité, de civisme ; ils sont des symboles de changements fondamentaux à apporter au sein de nos sociétés putrides de corruption.



Patrice Lumumba



Le révolutionnaire Thomas Sankara



Le commandant Hugo Chávez Frías

Et même quand les forces occultes du mal les auront violemment détournés de leurs objectifs, ils restent d'éternels guides de rectitude politique. Ainsi, un Thomas Sankara. Pour ce révolutionnaire du pays des hommes intègres, l'essentiel résidait dans l'amélioration des conditions de vie de la population, tout en les faisant accéder à la dignité d'êtres humains. Il fallait une véritable rupture dans tous les domaines, en transformant l'administration, en redistribuant les richesses, en menant une lutte sans merci contre la corruption, en formulant des actions concrètes pour la libération de la femme, en responsabilisant la jeunesse, en mettant résolument à l'écart ou en combattant la chefferie en tant que responsable de l'arriération des campagnes et soutien des anciens partis politiques.

Sankara avait voulu transformer l'armée pour la mettre au service du peuple en lui assignant aussi des tâches de production, car, selon lui, un « militaire sans formation politique est un assassin en puissance ». Les gros *chabrak* de l'armée n'avaient pas dû apprécier ces propos. Pour Sankara, le bulletin de vote et le processus électoral ne signifiaient pas, par eux-mêmes, qu'il existât une démocratie. Cette dernière est tout autre chose.

Les organisateurs d'élections *komokyèl*, ponctuelles, habituelles et rituelles ne se préoccupent du peuple que juste avant chaque épisode électoral. Ce n'est pas ça un système réellement démocratique. Au contraire, il existe une véritable démocratie quand le peuple peut dire chaque jour ce qu'il pense, pour que le pouvoir, chaque jour, mérite sa confiance. La démocratie existera seulement lorsque le pouvoir, sous toutes ses formes, sera remis entre les mains magiciennes du peuple: pouvoir économique, militaire, politique, social et culturel. Mais la Françafrique veillait au grain. Elle trouva un vil serviteur, un répugnant Conzé, en la personne du traître Blaise Compaoré qui accomplit la sale besogne d'assassiner son «frère d'armes», le 15 octobre 1987.

Mais les pouvoirs occultes, locaux et internationaux, n'ont pas toujours eu gain de cause. La Révolution cubaine a bénéficié de ces tragiques expériences passées et a eu à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter le pire au leader de l'épopée de la Sierra Maestra, Fidel Castro Ruz, un homme politique d'une très grande et rayonnante stature politique, le génial bâtisseur de la seconde indépendance de Cuba et du «premier territoire libre de l'Amérique». Cinquante ans et plus d'un criminel embargo n'ont pu faire plier les dirigeants et le peuple cubains. Au contraire, Cuba est toute une force morale dont la révolution a rendu possible cet «autre monde» pour l'épanouissement de tout un peuple, avec grand espoir pour les autres peuples en lutte de la terre.

Et l'exemple cubain d'une politique digne, libératrice, fut profitable à toute l'Amérique latine qui se réveilla d'une torpeur séculaire. Et ce furent les révolutions armées des années 70-80, au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua qui pendant un certain temps donnèrent grand espoir aux peuples latino-américains. Et ce fut, le 1er janvier 1994, l'éclosion du mouvement zapatiste, une expérience originale, novatrice, car très loin de la pratique avant-gardiste, de la lutte pour la prise du pouvoir des précédents mouvements guérilleros d'inspiration marxiste.

La composante civile du mouvement est particulièrement intéressante. Contrairement à la branche armée, l'Armée Zapatiste de Libération nationale (EZLN, sigle espagnol), hiérarchisée et verticale, l'organisation des communautés autonomes zapatistes représente indubitablement l'expérience la plus large et la plus longue de la mise en œuvre d'une autogestion. Jamais un système autogéré aussi complet (autogouvernement, système de santé, d'éducation, de production, etc.) n'a été mis en pratique sur une période aussi longue – dix-neuf ans déjà – par des centaines de milliers de personnes, sans doute dans le seul Etat de Chiapas. Ce sont les habitant-e-s des villages, elles et eux-mêmes seuls qui décident en fonction de ce qu'ils et elles estiment avoir besoin.

Et ce fut surtout la grande révolution bolivarienne dite du «du XXIème siècle», ainsi baptisée par son principal dirigeant, par son commandant Hugo Chávez Frías. Une révolution qui en donnant le bras à la révolution cubaine a permis des avancées sociales considérables pour non seulement les masses vénézuéliennes mais aussi pour plusieurs pays pauvres du Sud dont Haïti. Malgré des limitations, cette révolution par le bas que voulait Chávez a montré qu'il y a grand espoir pour un «autre monde» de dignité, de décence sociale pour les plus humbles. Et c'est ce qui est en train de se produire en Bolivie et en Équateur où les peuples indigènes, autrefois refoulés dans «le pays en dehors» ont acquis leurs pleins droits et renaissent, forts de leur héritage ancestral, de leur riche culture multiséculaire.

Ayiti Toma a besoin de vrais hommes comme ceux-là que je viens de citer plus haut. Ils font honneur à un héritage humaniste, progressiste, militant, révolutionnaire, appelé à donner une orientation neuve, dynamique, durable à l'histoire des peuples encore opprimés, dont le nôtre, qui ne mérite pas cette racaille, cette valetaille, cette canaille, ce lumpen politique qui le gouverne.

3 Novanm 1996 - 3 Novanm 2013

17 lane depi fanmi lavalas te pran nesans nan Jakmel



Nan okazyon fèt Fanmi Favalas la nan Jakmèl, Senatè Dieuseul Simon Desras ki se Prezidan asanble nasyonal la pat mete dlo nan bouch li pou l te kritike Pouvwa koripsyon pouvwa Martelly a.

Jou ki te dimanch 3 Novanm 2013 lan, Moun te sòti nan kat kwen peyi a pou t al fete ak fanmi Lavalas ki toujou rete kòm pati politik ki pi fò sou teren an. Tout Ansyen dirijan Lavalas ak ansyan militan nan st Jean Bosco yo te reponn prezan nan yon sèl eslogan ki di : Tout sak sanble an n rasanble bò tab la. Nan delegasyon ki te sòti Pòtoprens lan, te gen kòwònatris pati Lavalas la : Dr Maryse Narcisse, Prezidan asanble nasyonal la : Senatè Deras Simon Dieuseul, Senatè Lwès la: Jhon Joel Joseph, prezidan Komisyon Jistis Sena a : Senate Pierre Francky Exius , Depite Delma – Taba a: Arnel Belizaire , Claude Roumain ki se manm Komisyon fanmi Lavalas la, Dr Frantz Large, Ansyen depite Wilner Contant ak anpil militan politik manb FOPAK tankou:Timothe Romy, Biron Odige, Francko Camille, Luckmane Saintolien responsab Veye yo; rara, militan Dessalines ak Duclot Benisoit. Maryse Narcisse te bay premye mesaj prezidan Titid te bay pou Popilasyon Jakmèl la: Se yon 3 Novanm tankou Jodi a Fanmi lavalas te pran nesans nan Jakmèl ki te la pou charye revandisyon viktim 16 desanb 1990 yo. Nan okazyon sa a fanmi

Suite à la page (14)

Deklarasyon 10 Oktòb 2013

2004-2014: 10 lane, se twòp atò! MINUSTAH deyò peyi Ayiti!

Noumenm responsab politik, sendikal, militan dwamoun, militan pou lapè ak demokrasi, ki siyen deklarasyon sa a e ki gen manda konferans kontinantal pou wete twoup MINISTA yo nan peyi Ayiti, sou direksyon komite : *« Defann Ayiti, se defann noumenm tou », 10 oktòb 2013, nou te* fè pati yon delegasyon ki t al nan syèj Nasyonzini an pou n t al mande responsab Nasyonzini yo wete twoup yo an Ayiti epi repare tout viktim yo fè nan peyi a, sitou viktim Kolera yo, jan rezolisyon konferans 31 me ak premye jen 2013 la te egzije sa. Konferans Kontinantal ki te fèt nan Pòtoprens 31 me ak premye jen 2013 la ak patisipasyon 140 delege, ki te sòti nan 10 depatman peyi a. Se te twazyèm konferans depi lane 2008. Se responsab biwo zafè politik, divizyon Ewòp ak Amerik latin, ki nan depatman operasyon mentyen lapè (UN/DPKO), William Gardner ki te resevwa delegasyon an e nou te prezante l rezolisyon konferans lan.

Nan yon premye tan, delegasyon te montre enpòtans rezolisyon Sena ayisyen an te pran an, ki se kodepozitè souvr*ènte* nasyonal la, pou egzije « Retrè pwogresif e òdone twoup Nasyonzini nan peyi Ayiti, nan yon delè ki pa depase yon lane, apati dat yo te vote rezolisyon an k ap bout 28 me 2014.

Selon rapò kanmarad ayisyen yo, delegasyon an ki te gen kapasite pou l te prezante egzakteman sitiyasyon aktyèl peyi Ayiti ap sibi anba okipasyon militè Nasyonzini an depi prèske 10 lane : yo te eksplike tout zak kriminèl sòlda MINISTA ap fè sou popilasyon an k ap manifeste pou mande elektrisite, dlo potab ; kont chomaj, grangou epi egzije depa rejim ki sou pouvwa a, pou bon jan eleksyon fèt nan peyi a, viktim Kolera yo k ap mande jistis ak reparasyon. Delegasyon te di klèman rezon prezans yo nan Nasyonzini jounen sa a *: se pou egzije* depa fòs okipasyon li an nan peyi Ayiti, jistis ak dedomajman pou tout viktim Kolera/MINISTA.

Reprezantan Nasyonzini an bò kote pa l, Mesye Gardner te reponn, malgre volonte pèp ayisyen an ak enstitisyon souverèn Ayiti, « Nasyonzini ap kenbe twoup li yo, ki nan MINISTA nan peyi Ayiti jiskan 2016. »



Delegasyon an te mande tout gouvènman ki genyen twoup yo nan MINISTA pou yo respekte rezolisyon Sena a te vote nan NON pèp ayisyen an e ki ekzije retrèt woup MINISTA yo nan peyi Ayiti pou pi ta 28 me 2014.

Sou kesyon rezolisyon Sena ayisyen an te vote nan mwa me 2013 la, pou fose Nasyonzini dedomaje viktim kolera yo, mesye Gardner te reponn pou l di : « Nasyonzini pa responsab e li pap dedomaje viktim yo »

Delegasyon an bò kote pa l te afime yon lòtfwa ankò detèminasyon l pou l ranfòse epi kontinye mobilizasyon an pou fòse sòlda Nasyon zini yo, nan MINISTA kite peyi a imedyatman. Se nan pèspektiv sa a, delegasyon an mande tout gouvènman ki genyen twoup yo nan MINISTA pou yo respekte rezolisyon Sena a te vote nan NON pèp ayisyen an e ki ekzije retrèt woup MINISTA yo nan peyi Ayiti pou pi ta 28 me 2014. Se poutèt sa, delegasyon an mande tout peyi yo ranfòse INITE a nan tout kontinan an ak mobilizasyon an poufòse MINISTA ki te peyi a san pèdi tan.

10 lane, se twop atò, ann fè lane 2014 la yon lane mobilizasyon pou depa MINISTA nan peyi Dayiti !

N ap ekzije tout gouvènman peyi Amerik latin yo, Karayib yo ak tout lòt gouvènman ki foure tèt yo nan okipasyon peyi Dayiti, pou yo degaje yo koumèt Jan Jak pou wete twoup yo nan MINISTA.

Nou pran angajman pou fè demach bò kote Palman nan lòt peyi yo e n ap kontinye ekzije yon repons pozitiv an soldarite ak apèl palmantè ayisyen yo, pou fòse MINISTA kite peyi a.

Nan chak peyi, n ap kontinye enfòme *òganizasyon* politik, sendikal, popilè, ak demokratik yo e n ap envite yo pou yo pote kole fason pa yo nan batay n ap mennen pou fòse Nasyonzini wete twoup li yo nan peyi Ayiti.

Nan kad rezolisyon konferans kontinantal ki te fèt ann Ayiti sòti 31 me pou rive premye jen 2013, òganizasyon ki enplike nan kanpay la e ki te adopte rezolisyon an apreflechi sou yon lòt inisyativ menm jan nan kontinan an pou premye 6 mwa 2014 ak yon katryem konferans an Ayiti. Lè nou fin pran desizyon sa yo, nou ap pran angajman pou n bay plis enfòmasyon sou fason nou pra l ranfòse kanpay kont MINISTA a.

Pliske jamè, konsiy konferans kontinantal la ak *òganizasyon* yo k ap fè suivi kanpay kont MINISTA, ki nan lòd di jou a pou tout pèp nan mond lan, pou LONI wete twoup li yo nan peyi Dayiti. Defann Ayiti se defann noumenm tou.

Men moun ki siyen yo :

HAITI : Moise Jean-Charles, Sénateur ; ***Fignolé Louis St-Cyr***, CATH ; ***Yves Pierre-Louis***, Haiti Liberté – ***BRÉSIL : Barbara Corrales***, Comite Defender o Haiti é Defender a Nòs Mesmos – ***ETATS-UNIS : Larry Adams***, Peoples Organization for Progress ***; Ray Laforest***, 1180 Communication Workers of America ; ***Nat Wood***, Producer, MNN Public Television ; ***Colia La Fayette Clark***, Guadeloupe Haiti Tour; ***Quincy Saul***, Eco-socialist Horizons ; ***Anthony Gronowicz***, New York City Green Party; ***Nellie Bailey***, Occupy Harlem – ***GUADELOUPE : Eddy Damas***, membre du bureau de l'UGTG, responsable à la communication ; ***Jocelyn Lapitre***, ATPC, Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe, LKP ; ***MEXIQUE : Luis Alfonso Vázquez Villalobos***, OPT, Organisation des Travailleurs et du Peuple.

La délégation a été appuyée par les messages, les propositions et les lettres des personnes et organisations suivantes:

ALGÉRIE : Labatcha , Salim , Député, l'Assemblée populaire nationale , APN (Congrès de l'Algérie), et le secrétaire général de la Fédération des travailleurs de l'alimentation et de l'agriculture, de l'UGTA ; Tazibt , Ramdane , adjoint, APN ; Akdjout , Amar , secrétaire général de la Fédération nationale du textile Les travailleurs (UGTA) , Abdellah El Houari , Wilaya Secrétaire général, Union générale des travailleurs algériens (UGTA) ; Hamarnia , Mohamed Tayeb , secrétaire national Organisation , UGTA ; Ben Bessa Rahima , adjoint, APN ; Zitouni Lamtaï , Secrétaire général de l'Organisation africaine de syndicats , Division de l'énergie des mines de métaux et , DHEB Ben Ali , UGTA ; Djouambi , Amar , secrétaire général , du Commerce et de la Fédération du commerce , UGTA ; Chaabane , Souraya , adjoint, APN ; Boufenara , Mohamed , adjoint, APN - ***ARGENTINE:*** Centrale de Travailleurs Argentins (CTA) - ***BOLIVIE:*** Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) - ***Brésil:*** Centrale des travailleurs unifiés (CUT) - Eduardo Suplicy , sénateur ; Syndicat des travailleurs de la fonction publique (Sintrasem) dans la ville de Florianópolis - ***DOMINIQUE:*** Arlington Wilson , secrétaire adjoint général de l' Union nationale des travailleurs , NWU - ***FRANCE:*** Jacques Girod, force Ouvrière , Paris - ***ETATS-UNIS:*** Communication Workers of America (CWA), section locale 1180 , Fraternité internationale des Teamsters (IBT), section locale 808 - ***GUADELOUPE*** : Association des travailleurs et des Peuples de la Caraïbe (ATPC) - ***MEXIQUE :*** Electrical Workers Union (PME) - ***PÉROU:*** Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), la Fédération nationale des métallurgistes du Pérou , l'Union nationale des travailleurs de l'enseignement supérieur; Syndicat des enseignants -Unis de Lima , la Fédération de génie électrique Les travailleurs, CGTP , Section de Lambayeque.

Haïti vue de l'intérieur (8)

Logements sociaux et habitats en Haïti (1ère partie)

Par Catherine Charlemagne

Les personnes qui ont l'habitude de voyager en Amérique du nord, en Europe, voire en Amérique latine, n'ont jamais entendu des termes ronflants venant des pouvoirs publics quand ceux-ci s'adressent à leurs concitoyens. Les dirigeants de ces pays cherchent de préférence à être pratiques. Pragmatiques. Simples. Enfin efficaces. En Haïti c'est tout le contraire. Non seulement les gouvernements sont d'une inefficacité navrante mais ils ont une fâcheuse tendance à écrire des dictionnaires avec un vocabulaire complexe quand ils doivent seulement prendre des mesures simples, concrètes et applicables rapidement en vue de résoudre des problèmes récurrents et lourds de conséquences sur la vie de leurs concitoyens. Naturellement, l'absence d'une politique publique de logements et de l'habitat en Haïti ne pouvait échapper à notre œil de lynx et surtout à notre enquête de deux années consécutives sur le terrain à travers le pays pour le besoin de ces chroniques.

Dans un pays où longtemps avant la catastrophe du 12 janvier 2010 qui a balayé le peu d'infrastructures publiques et privées existant, trouver un logement était déjà quelque chose de compliqué. L'on comprend que le lendemain de ce satané séisme, se loger en Haïti en général et dans la région métropolitaine de Port-au-Prince en particulier devenait problématique et même dramatique. La présentation au public, il y a quelques semaines par le Premier ministre Laurent Lamothe d'un document devant, selon lui, servir de cadre pour enfin venir à bout de la grave crise de logement en Haïti nous incite tout de suite à nous pencher sur la question. Ce document intitulé *Politique Nationale du Logement et de l'Habitat* (PNLH), élaborée par *l'Unité de Construction de Logements et des Bâtiments Publics* (UCLBP) une autre entité de l'Etat, vient de prendre place parmi des centaines sinon plus de documents du même genre constituant un patrimoine historique dont l'utilité et l'efficacité restent à démontrer.

Même avec ces appellations baroques pour ne pas dire du jargon politique, PNLH, UCLBP etc et malgré l'effort d'élocution employé par le chef du gouvernement et Harry Adam, le patron de l'UCLBP, pour vendre leur marchandise avec certainement de bonnes intentions, le public a du mal à croire que l'Etat va enfin s'appliquer à mettre en chantier ces 500.000 logements sociaux que préconisent les auteurs du document pour le pays. Comme d'habitude, les gouvernements haïtiens sont des spécialistes en matière de grands documents et de grandes présentations dans presque tous les domaines. Sauf que, des décennies après, ils n'ont toujours pas compris qu'il ne s'agit point de présenter en grande pompe devant un parterre de personnalités haïtiennes et étrangères des paperasseries tout en couleur sous forme de projets innovants pour que les choses changent dans ce pays ou pour la population. Rappelons d'ailleurs, que *l'Unité de Construction de Logements et des Bâtiments Publics* est un organisme créé après le séisme de 2010 et placé sous la tutelle de la Primature.

Chargé de la coordination et de la mise en chantier des bâtiments publics, elle a aussi pour objectif l'élaboration des projets pour la construction de logements sociaux. Brassant des millions de dollars, il se trouve que l'UCLBP ne dispose jusqu'à maintenant d'aucun statut légal. Avant même de voir l'état du pays en matière de logements sociaux et d'habitat, il n'est pas anodin de rappeler au gouvernement que, s'agissant d'organisme public s'occupant de la question de logement en Haïti, il



Le nouveau directeur de l' EPPLS, Miaud Thys

en existe déjà deux sinon trois si l'on prend en compte le rôle du Ministère des Travaux Publics Transports et Communications (MTPTC). Commençons par le premier organisme parapublic dont le rôle fondamental demeure la construction des logements sociaux en Haïti. Il s'agit de : *Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux* (EPPLS).

Cette institution publique moribonde au propre comme au figuré depuis des années a été remise au goût du jour par le Président Michel Joseph Martelly il y a à peine quelques mois. (Avril 2013). Toujours avec le même objectif : aider les pouvoirs publics à exercer leur rôle régalien qui consiste à loger de manière décente leur population. En avril dernier un nouveau Directeur Général a été fièrement installé à la tête de cette entreprise publique en la personne de Miaud Thys par le ministre des Affaires Sociales et du Travail. Placée sous la tutelles de ce Ministère, EPPLS a pour mission, selon les vœux des gouvernements précédents, de « Préparer, programmer, réaliser et gérer dans le cadre de la politique nationale du logement social, des projets permettant aux familles et aux individus aux revenus les plus faibles, l'accession à un logement décent, diffuser toute documentation relative au secteur logement, requérir la coopération technique, scientifique et financière des organismes nationaux, internationaux et firmes privées ».

Telles sont les attributions confiées à l'institution par les pouvoirs publics. En lisant cette définition, cela ressemble comme la sœur jumelle de la mission définie dans le nouveau document de référence qui vient d'être présenté par l'actuel pouvoir. Est-ce le nouveau cadre dans lequel va évoluer EPPLS ? Ou bien va-t-on créer un autre organisme, histoire de placer des copains? Si oui, les deux organismes vont-ils se fusionner afin de réaliser non seulement des économies de personnels et de dépenses inutiles mais aussi pour plus d'efficacité et de résultats satisfaisants ? Depuis des années, EPPLS dispose de pas moins de 44 hectares de terres à Ganthier pour construire des logements sociaux, selon son directeur. Des maquettes de nouveaux logements pullulent dans son bureau à Delmas 3 mais jusqu'à maintenant pas un coup de pioche n'a été donné. Faute d'argent peut-être, de volonté sans doute et de décision politique certainement. On sait néanmoins que la direction de *Entreprises publiques de Promotion de Logements Sociaux* dispose d'un budget de 48 millions de gourdes dont seulement 4 millions pour investissement. Le reste sert aux salaires des 87 fonctionnaires de l'organisme et aux frais de fonctionnement.

Comme la majorité des entreprises publiques haïtiennes, EPPLS ne peut normalement remplir sa mission. En un mot, pour le moment c'est une coquille vide, elle ne sert à rien. Alors que la population est en grande détresse pour se loger surtout après le passage de Goudou-Goudou. Bref, si certains ne critiquent pas tout de suite le nouveau document de *Politique Nationale de Logement et de l'Habitat* (PNLH) du gouvernement proposant de répondre au déficit de logements sociaux d'ici à l'horizon 2020, si ce n'est de combler les tiroirs de l'administration de documents dont personne ne va s'en servir, certains n'hésitent pas à émettre de sérieux doute que cette PNLH va apporter un plus dans l'application et la mise en chantier d'une vraie politique de logements sociaux et de l'habitat. Dans la même veine, un autre organisme parapublic participe lui aussi à l'élaboration des textes et projets pour les logements sociaux et l'habitat en Haïti.

C'est le *Comité Interministériel pour l'Aménagement du Territoire* (CIAT) qui est en concurrence directe avec un autre pôle d'aménagement du territoire dénommé *Unité d'Aménagement du Territoire* (UAT) dépendante du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE). Dans cette usine à gaz, c'est chacun pour soi. Le double emploi et les copier-coller sont légions. Du coup, les gouvernements présents et passés croulent sous les projets, études et recommandations qui ne sont malheureusement jamais prises en compte, compte tenu du manque de cohérence des projets et de volonté d'aller de l'avant dans la mise en application d'une politique de logements et de l'habitat dans le pays. Financés en grande partie par les institutions internationales ou régionales, les différents projets et études réalisés par les Consultants du CIAT qui ne sont pas forcément des fonctionnaires restent dans le domaine de la suggestion. Ils n'ont pas non plus de caractère contraignant ni obligation pour les pouvoirs publics.

Ces Consultants servent seulement à alimenter les gouvernements de documents sur l'aménagement du territoire et par ricochet sur le logement et l'habitat. Inutile donc de faire un dessin sur le résultat. En Haïti aucune politique d'aménagement du territoire n'a été mise en place depuis des lustres et ce, même après le tremblement de terre de 2010. Alors ne parlons pas de construction de logements sociaux. Même dans le cadre de la reconstruction avec le lancement de la construction de quelques bâtiments pour loger les institutions publiques, rien, absolument rien n'a été observé sur le plan d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Le gouvernement se contente de construire çà et là des immeubles, certes de grands volumes et modernes mais rien de plus. **(A suivre)**

C.C.

La MINUSTAH dans le collimateur notamment des pays du Cône Sud!

Par Jacques Kolo Pierre

Le président uruguayen a annoncé officiellement qu'il souhaitait rappeler ses troupes déployées en Haïti, si aucun effort visible de démocratisation n'est mis en œuvre dans le pays dans les 90 jours. Cette information a été rapportée le mercredi 30 octobre 2010 par deux quotidiens uruguayens, «La Diaria» et «El Pais». Contrairement à des fonctionnaires du Département d'Etat américain qui font des déclarations visant l'affaiblissement du parlement haïtien, l'Uruguay fait pression sur le régime Tèt kalé pour qu'il se démocratise un peu. Toutefois, au-delà du retrait probable des soldats uruguayens de la MINUSTAH annoncé par le président uruguayen, José Mujica il faut voir l'utilité ou non de cette force des Nations-Unies en Haïti. Originellement, cette force multinationale avec deux composantes, l'une militaire et l'autre policière, avait été créée pour stabiliser politiquement Haïti et assurer un climat sécuritaire efficient.

Il faut rappeler que la MINUSTAH a pris naissance le 1er juin 2004 dans la foulée de la résolution 1542 des Nations-Unies qui autorisait le déploiement d'une force onusienne en Haïti pour assurer la sécurité des vies et des biens, suite au départ forcé du pouvoir du président élu démocratiquement, Jean-Bertrand Aristide. Ce dernier, à la faveur d'un mouvement sectaire d'une partie de la bourgeoisie rapace de Pétion-Ville réunie au sein d'une organisation dénommée «Groupe des 184» que dirigeait André Apaid et Co, avait été contraint de laisser le pouvoir en février 2004 avec la complicité de l'Ambassade américaine à Port-au-Prince.

Suite au départ en exil du président Aristide en Afrique du Sud, une force militaire multinationale composée des Etats-Unis, de la France et du Canada a pris position dans le pays et investi notamment les quartiers populaires pour réprimer toute manifestation en faveur du retour du président Aristide. Beaucoup de supporteurs du président en exil pour une deuxième fois



Le président uruguayen, José Mujica il faut voir l'utilité ou non de cette force des Nations-Unies en Haïti

après qu'il eut été renversé par un coup d'Etat sanglant en septembre 1991, ont été assassinés et d'autres contraints à gagner le maquis. C'est dans ce contexte que la MINUSTAH qui est très décriée par les forces vives du pays, a été introduite en Haïti. Qualifiée de budgétivore, cette force n'a pas réussi, neuf années après, à délivrer la marchandise pour laquelle elle a été créée. Au contraire, elle a plutôt participé à une certaine crispation au sein de la société haïtienne, à travers son implication négative dans l'organisation d'élections dont les résultats ne reflétaient en rien le choix de la population.

Il est honteux de constater que les élections législatives et présidentielles de 2009/2010 en Haïti ont été grandement influencées notamment par la MINUSTAH qui dictait au président d'alors, René Préval et aux membres du Conseil Electoral Provisoire, les candidats qui devaient être retenus pour le second tour des joutes. Edmond Muller, chef civil de la MINUSTAH doublé de représentant du Secrétaire Général des Nations-Unies en Haïti, menaçait René Préval de devoir quitter le pouvoir s'il ne satisfaisait pas à la demande de la Communauté internationale en publiant les résultats du premier tour de la présidentielle selon les vues de cette dernière. D'ailleurs, il fait savoir à M. Préval qu'un avion en attente de départ était déjà sur la piste de l'Aéroport international de Port-au-Prince pour faciliter son exil.

La population ne sait que faire de la MINUSTAH qui ressemble de plus en plus à une force d'occupation qui tire profit de la misère du peuple. Des sommes faramineuses sont investies pour rien chaque mois dans cette force, alors que des enfants meurent chaque jour dans le pays par manque de soins de base. D'autres n'ont pas eu la chance de survie à cause d'absence de sérum oral qui coûte moins de 20 centimes. Il s'agit d'une immoralité criante en constatant l'éventail de ressources humaines, matérielles et financières mises à la disposition de la force onusienne.

La MINUSTAH qui boucle bientôt ses dix ans de présence dans le pays, est impliquée dans toutes sortes de combines, exactions, corruption, assassinats. Plusieurs assassinats sont mis sur le compte de cette force qui est au-dessus des lois nationales. On se souvient d'un jeune citoyen retrouvé mort pendu dans l'une des cellules de la MINUSTH au Cap-Haitien (deuxième ville du pays) sans aucune explication apparente. Au moins une dizaine de cas de viol sont également à l'actif des casques bleus de l'ONU. «Ils n'ont pas hésité à violer nos filles, nos femmes et même nos garçons», s'est offusquée une vieille dame dans le quartier de la Fossette (Cap-Haitien). Les coupables

Suite à la page (15)

Haïti toujours pas ouverte aux affaires, selon «Doing Business»!

Par Francklyn B. Geffrard

Jusque récemment, le gouvernement haïtien capitalisait beaucoup sur le slogan, "Haiti is open for business" (Haïti est ouverte aux affaires). Le pouvoir en place a même tenté, dans sa propagande officielle, de faire croire qu'il réussissait à attirer d'importants investissements directs étrangers en Haïti. D'autant que cette phrase, « Haïti est ouverte aux affaires » était l'un des points forts du discours inaugural du président Martelly le 14 Mai 2011. Elu à la présidence d'Haïti à la faveur de circonstances politiques exceptionnelles, sans plan ni programme, M. Martelly n'avait que des slogans. Du nombre de ces slogans assortis de déclarations de bonnes intentions figure celui-ci : « Haïti est ouverte aux affaires ». Ce slogan phare du régime Tèt Kalé prononcé en Anglais par le chef de l'Etat, on le comprend bien, était destiné surtout à attirer les investisseurs étrangers.

Cependant, près de trois (3) ans se sont écoulés depuis que Michel Martelly est arrivé à la tête du pays, ce slogan a toujours du mal à se concrétiser. Malgré la mise en œuvre d'une diplomatie dite des affaires prônée par le premier ministre Laurent Lamothe et les multiples voyages d'affaires effectués par les deux dirigeants de l'exécutif à travers le monde, le message selon lequel le pays est ouvert aux affaires n'a pas semblé convaincre grand monde. L'évangile de Michel Martelly n'a pas produit l'effet escompté. Jusqu'ici, le pays a reçu très peu d'investissements directs étrangers.

L'inauguration du Parc Industriel de Caracol dans le Nord-Est du Pays en 2012 avec une capacité estimée de création de 20.000 emplois dans le secteur de la sous-traitance avait fait rêver dans un pays où environ 80% de la population vit au chômage. D'importants investissements ont été faits dans le cadre de la construction de ce Parc qui est, dit-on, le plus moderne de toute la Caraïbe. Par exemple la Sae-A Co. Ltd devrait investir un montant de 78 millions de dollars pour développer des opérations dans le parc et s'était engagé à embaucher au moins 20 000 Haïtiens pour y travailler. La BID avait octroyé la somme de 55 millions de dollars pour la phase initiale de la construction du Parc de Caracol. Le gouvernement américain s'était engagé pour un montant minimum de 124 millions de dollars de financement pour la fourniture d'au moins 25 mégawatts de production d'énergie électrique, l'amélioration des installations régionales de santé, la construction jusqu'à 5.000 unités de logement à proximité des villes de Ouanaminthe, Fort Liberté, Terrier Rouge, Trou du Nord, Caracol, et Quartier Morin dans le Nord d'Haïti en partenariat avec la BID et Food for the Poor, et la modernisation des installations portuaires régionales (BID).

Il y a aussi la construction de et le remodelage de quelques hôtels à Pétion-Ville, le nouveau centre d'affaires d'Haïti. Le chef de l'Etat et l'ensemble du gouvernement s'en sont réjouis, mais ce n'est toujours pas le plein en emploi attendu. Au contraire, le chômage tend à augmenter justement en raison de l'absence d'investissements massifs dans une économie déjà anémiée par le tremblement de terre du 12 Janvier 2010 qui a fait au moins 300.000 morts selon les chiffres officiels, 1.5 million de déplacés et des dégâts matériels estimé à environ 14 milliards de dollars. Autrement dit, Haïti est loin de sortir du gouffre. Les investissements n'ont toujours pas atteint le niveau espéré. Les conditions devant attirer ces investissements dont le pays a immensément besoin ne sont pas encore réunies. Même si le 3 Avril 2013, le président Martelly annonçait au pays que son gouvernement avait créé 400.000 emplois, il n'y a toujours aucun signe visible de l'impact de ces emplois sur l'économie nationale et sur les conditions de vie des haïtiens.



Hillary Clinton faisant la promotion de ce slogan phare du régime Tèt Kalé « Haiti is open for business » prononcé en Anglais par le chef de l'Etat, on le comprend bien, était destiné surtout à attirer les investisseurs étrangers

Le 20 Août 2013, le directeur général du Centre de Facilitation des Investissements Georges Andy René, a révélé qu'Haïti a reçu 225 millions de dollars d'investissements directs étrangers cette année, mais les responsables prévoyaient une augmentation des investissements et s'appliquaient à stimuler les financiers. Il avait fait savoir que les investissements directs étrangers ont augmenté de 20% en 2013 par rapport aux deux années précédentes et a annoncé la mise en place d'un cadre juridique et administratif efficace pour rendre l'établissement d'entreprises plus facile pour les entrepreneurs qui veulent investir en Haïti. Il a indiqué qu'un système qui permet aux investisseurs d'enregistrer leurs entreprises dans un laps de temps relativement court a déjà été mis en place en ce sens. Après cette annonce, la machine de propagande gouvernementale s'est mise en marche pour faire croire que le pays était sur le point de décoller. Cependant, le cadre juridique et légal indispensable à la création d'un climat favorable aux investissements se fait toujours attendre. Il semble que le décollage d'Haïti, dans le contexte actuel, réside dans l'imaginaire fertile des dirigeants qui à force de rêver finiront par voir les choses se concrétiser d'elles-mêmes.

Plus près de nous, les autorités haïtiennes ont tenu, le mercredi 21 Octobre dernier, leur 21ème conseil de gouvernement autour du thème «investissement et création d'emplois». A cette occasion, Georges Andy René, directeur général du centre de facilitation des investissements (CFI) a informé que l'État haïtien avait contribué à ce que plus de 680 millions de dollars d'investissements directs soient faits en Haïti, au cours de l'exercice passé, sans compter les autres investissements qui n'ont pas eu besoin du support de l'État. Un chiffre en net progression par rapport aux années passées. Cependant, les investissements et l'emploi sont toujours nettement en deçà des attentes des autorités qui ne cessent de se targuer d'avoir créé plusieurs centaines de milliers d'emplois en Haïti.

Cependant, au déplaisir du gouvernement en place, le pays n'attire pas vraiment les investissements étrangers. Les chiffres relatifs au niveau de facilité d'investissement dans le pays sont là pour le prouver et ne sont pas réjouissants. Le moins que l'on puisse dire c'est que la section *«Doing Business»* de la Banque Mondiale qui s'occupe des questions relatives aux facilités pour des affaires dans un pays, n'est pas du tout tendre avec l'équipe au pouvoir. Et pour cause, son verdict est des plus sévères. En effet, Haïti arrive à la 177e position sur 189 dans le dernier classement sur l'indice de facilité de faire des affaires publié la semaine dernière par « Doing Business », un organe de la Banque mondiale. Dans la catégorie « Création d'entreprises » Haïti se trouve à la 187e place, loin derrière Saint Kitts-et-Nevis (54.000 habitants) classé 73e. Pour ce qui est de la protection des investisseurs, Haïti est classée 170e alors que le petit État de Sainte-Lucie se retrouve exæquo avec le Chili à la 34e position. Quant au raccordement à l'électricité, Haïti se classe en 67e position devant le Brésil un géant de l'Amérique du Sud. Relativement à l'obtention de prêts, Haïti se classe parmi les pays où les banques durcissent le plus leurs conditions d'octroi de crédit. Haïti est 165e sur 189 très loin derrière le Panama qui arrive en 55e position.

Il n'y a pas que ces facteurs qui influencent négativement l'indice sur la facilité de faire des affaires en Haïti. D'abord, depuis 2004 le pays vit sous une occupation après le déploiement d'une force multinationale dite de maintien de la paix et de stabilisation sollicité par le gouvernement de transition de Boniface/Latortue. La présence de cette force dont le mandat se renouvelle sans cesse depuis neuf ans est un handicap à la création d'un climat propice aux affaires en Haïti. Aussi longtemps que cette force sera là, les investisseurs étrangers percevront Haïti toujours comme un Etat instable où les autorités ne peuvent pas diriger seuls leur pays sans la présence de tuteurs et, ne se sentiront certainement pas

Suite à la page (15)

Quantifier la faim

Par Ayiti Kale je

En Haïti et dans plusieurs pays dans le monde, la faim est « mesurée » par des sous-traitants et des agences des États-Unis. Les statistiques et prévisions concernant les éventuelles victimes d'insécurité alimentaire « accrue » ou « aigue » sont fournies par un programme financé par le gouvernement des États-Unis appelé Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning System Network ou « FEWS NET »)

Fondé par le gouvernement des États-Unis en 1984 suite à de meurtrières famines en Afrique, à présent « FEWS NET III » avec un budget de US$ 200 millions sur cinq ans, opère dans 36 pays, et « *planifie son expansion pour les quatre prochaines années* », selon sa propre documentation.

FEWS NET est administré en Haïti et à travers le monde par un sous-traitant étatsunien, Chemonics International. Outre de diriger FEWS NET en Haïti, cette société exécute aussi le programme agricole WINNER de l'USAID de US$126 millions et a reçu au moins US$173 millions relativement au séisme de janvier 2010 au cours des trois dernières années. Chemonics est réputée être la plus importante bénéficiaire de contrats de l'USAID dans le monde. Chemonics a fait l'objet de critiques du Bureau de la responsabilité gouvernementale (« *Government Accountability Office* » ou GAO) et d'autres pour son travail bâclé et son manque de transparence.

À l'aide de données provenant d'agences étatsuniennes comme le « *U.S. Geological Survey* » (USGS), la « *National Aeronautics and Space Administration* » (NASA) et l'« *U.S. Department of Agriculture* » (USDA), les techniciens de Chemonics œuvrent sur le terrain avec du personnel local à l'analyse des prix, de la pluviométrie, et d'autres facteurs. Ce processus aboutit à des rapports de « Perspectives de sécurité alimentaire ».

Par exemple, la prédiction de FEWS NET pour juillet à décembre 2013 indique que :

La production des récoltes printanières sera de 20 à 30 pour cent moindre que d'habitude à cause d'un manque de semences, ajouté au début tardif des pluies et des sécheresses successives.

Les récoltes courantes dans des secteurs ayant connu une pluviométrie normale ont fait baisser le prix des aliments dans ces régions du pays. Toutefois, les prix dans la plupart des régions se maintiennent toujours à 15 pour cent au-dessus de ceux de juillet de l'année dernière.

Avec la mauvaise récolte de 2012, la saison creuse de cette année a commencé anormalement tôt et s'est poursuivie après la fin du mois de juin dans beaucoup de régions, ce qui est inhabituel. Le médiocre rendement des cultures et les mauvaises conditions climatiques ont sensiblement réduit la demande pour le travail agricole, source d'approximativement 30 pour cent du revenu annuel des ménages pauvres.

Les recommandations et les données de FEWS NET sont utilisées par l'Organisation pour la coordination de l'assistance humanitaire de l'Onu (OCHA) et par nombre d'agences humanitaires locales et étrangères, dont les fournisseurs globaux de l'aide humanitaire, le gouvernement des États-Unis étant le principal.

La Coordination nationale de sécurité alimentaire (CNSA) d'Haïti utilise aussi les rapports de FEWS NET dans ses publications et collabore étroitement avec le bureau.

Le directeur de la CNSA Pierre Gary Mathieu note qu'environ 80% des activités et programmes de son agence sont financés ou exécutés par des institutions étrangères telles que l'USAID, le Programme alimentaire mondial (PAM), et l'Union européenne. Le budget de la CNSA et le financement gouvernemental tournent seulement autour de 14 millions de gourdes (environ US$325 500). Quand la CNSA veut entreprendre une étude ou mettre sur pied une autre activité, elle doit obtenir l'approbation et le financement de l'un de ses partenaires.

Les intervenants étrangers préfèrent voir la CNSA effectuer les études, d'expliquer Mathieu, car tous, ils utilisent ces chiffres pour justifier leurs budgets et obtenir de l'argent pour leurs programmes.

« *Veuillez noter que, toutes ces agences sont en Haïti pour opérer, et il leur faut des données, que ce soit le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), ou l'USAID*, dit-il. *Si c'était le PAM ou la FAO qui faisaient l'étude, les journalistes poseraient des questions et se demanderaient : "Est-ce que le PAM essaie de justifier quelque chose? Et l'USAID aussi?" Ainsi, quand une […] agence nationale effectue l'étude […] c'est dans l'intérêt de tous.* »

Au cours d'une autre partie de cette entrevue du mois de juillet 2012, cependant, Mathieu indique qu'une fois une étude financée à l'étranger est complétée, il est interdit à la CNSA de la publier jusqu'à la signature du bailleur de fonds.

« *Vous leur donnez le document pour le valider*, dit Mathieu à AKJ, tout en ajoutant être en accord avec cette étape, puisqu'elle donne l'assurance que le rapport final sera conforme aux *« standards*. »

Cependant tous les intervenants ne sont point du même avis. Doudou Pierre Festil, un planteur qui est aussi membre d'un mouvement paysan national et coordinateur d'un réseau comprenant 200 associations de planteurs et d'autres organisations, connu comme le Réseau National Haïtien pour la Souveraineté et la Sécurité Alimentaire (RENAHSSA), fait valoir qu'alors que la CNSA prend souvent part aux activités du RENAHSSA, cette agence obéit au doigt et à l'œil de ses « *partenaires* ».

« *Ce sont ces ONG qui fournissent l'information. Bon, celle-ci a l'air d'être bonne, mais je pense que la CNSA devrait cesser de dépendre des mêmes ONG qui distribuent l'aide alimentaire* » de dire Festil.

(Remarque : FEWS NET n'est pas financé par des « ONG ». Il l'est à 100% par le gouvernement des États-Unis.)

Pour les années 2009-2013, le gouvernement des États-Unis a fourni à Haïti pour une valeur de US $ 381,8 millions d'aide alimentaire : 274 030 tonnes métriques, d'après des documents gouvernementaux. La plus grande partie de cette nourriture a été achetée à des agro-industries des États-Unis au profit du PAM, d'organisations telles que CARE, World Vision, et ACDI-VOCA, ou du gouvernement haïtien.

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti. Cette série est distribuée avec la collaboration du journal Haïti Liberté.

Port-au-Prince, HAÏTI, 10 octobre 2013

Aid or Trade? The Nefarious Effects of U.S. Policies

by Haiti Grassroots Watch

U.S. aid and trade policies related to hunger and Haitian agriculture over the past three decades are incoherent and contradictory, at best, and have been correctly characterized as "disastrous" and "greed[y]."

While some U.S. government agencies say their programs have been meant to alleviate hunger and promote agricultural production, other programs have helped pry open Haiti's market, creating millions of new consumers for U.S. agricultural products like rice, poultry, pork and other products while undermining local agricultural production and changing Haitian eating habits.

Because some 50% to 60% of the population still makes their living in the agricultural sector, these policies have had extremely negative effects on the economy at large. For example, a 2006 study from Christian Aid estimated that 831,900 people had been directly affected by the 1995 lowering of tariffs that once protected Haitian sugar, rice, and chicken.

Haiti now imports at least 50% of its food, mostly from the U.S., and has become the second most important importer of U.S. rice on the planet.

Food "aid" aids U.S. farmers

For decades, most of Haiti's food aid has come from U.S. government programs, some going directly to the Haitian government, some to various contractors like World Vision, CARE, ACDI-VOCA, and Catholic Relief Services, and some to other agencies, especially the World Food Program (WFP).

The U.S. is the world's largest food aid donor, accounting for 56% of worldwide food aid in 2010 when it shipped 3.2 million metric tons (MT). The non-emergency food aid program, called "Food for Peace" (established under Public Law or PL 480), cost U.S. taxpayers US$1.5 billion in fiscal year 2012.

The U.S. program, launched in 1954, is legally obligated to be based almost entirely on U.S.-produced food, at least half of which must be shipped on U.S.-flagged boats. (In 2008, the George W. Bush administration authorized a small pilot "local and regional procurement pilot program, but most U.S. food aid still comes from U.S. farmers.)

In his 2010 book *Travesty in Haiti*, anthropologist Timothy T. Schwartz deplores the damage done by U.S. food: "Food assistance to Haiti during the 1980s tripled reaching a yearly average of over US$50 million in gratuitous U.S. surplus beans, corn, rice and cracked wheat. Put in simpler terms, that was enough food to meet the calorific needs of over 15% of the Haitian population."

In 2010 and 2011, 10% of food consumed in Haiti was food aid food. Now that number is down to about 5%, according to Pierre Gary Mathieu, head of the government's food security office, the *Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire* (CNSA). Five percent is still considerable.

"When you have a country that depends in part on food aid to function, you are in a really serious situation," Mathieu told Haiti Grassroots Watch (HGW). "In other words, that food aid becomes a strategic and a political element... [and] the food aid you have is imported food aid, which comes from overseas. But, paradoxically, while food aid is being distributed in some regions, in other regions you are experiencing overproduction."

The U.S. is the only country in the world that obligates most of its food aid to be U.S. produced food. In addition to being questionable for the reasons raised by Mathieu, the requirement also increases the cost of getting food to the needy by at least 23% and sometimes by over 50%. Because of this draconian constraint – meant to supply U.S. farmers with customers – U.S. food aid, including "emergency" aid, takes on average five months to reach its destination. According to a recent USAID report, U.S. food aid to Haiti cost US$1,096 per metric ton delivered, up 100% from 2005 when it cost US$583

"Only 40 cents of each taxpayer dollar spent on international food aid actually buys the commodities hungry people eat," according Cornell professor Christopher Barrett, author of *Food Aid After Fifty Years: Recasting Its Role*.

Another aspect of current U.S. law is the "monetization" of food aid, whereby the U.S. government buys food from U.S. farmers and ships it to international aid organizations or foreign governments. These then sell the food in order obtain cash for programs.

Numerous studies, including those from the U.S. Government Accountability Office (GAO), have criticized the program for its waste and for being harmful to the farmers of poor countries. A 2011 GAO study reported that, over a recent three-year period, monetization squandered US$219 million that could have been used to feed the hungry. Worse, and directly linked to Haiti, the report said: "USAID and USDA [U.S. Department of Agriculture] cannot ensure that monetization does not cause adverse market impacts" which may include "discouraging food production by local farmers."

For years, development organizations like Oxfam and even CARE have criticized this practice.

Until recently, millions of dollars worth of U.S. rice, beans, wheat and wheat flour, vegetable oil, and other products were monetized in Haiti every year. For example, between 2008 and 2010, about 100,000 MT of food – mostly wheat and flour – were monetized in Haiti. The cash went to USAID contractors, while the government charged a handling fee of between 2% and 5%, according to the GAO.

Anthropologist Schwartz said that in the 1980s, Haiti "was so thoroughly inundated with surplus food from the U.S. and Western Europe that Port-au-Prince merchants were soon re-exporting cracked wheat to Miami."

Today, monetization is winding down, but as recently as September 2012, the Japanese government gave the Haitian government 8,660 MT of U.S. rice, which was then sold to Haitian wholesalers

According to the 2010 *Sak Vid Pa Kanpe* report on the impact of U.S. food aid on human rights in Haiti (from Partners in Health/*Zanmi Lasante*, the Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights, and an NYU Law School group), "over the past 20 years, 1.5 million tons of food grown in the United States" had entered Haiti as development or emergency food aid.

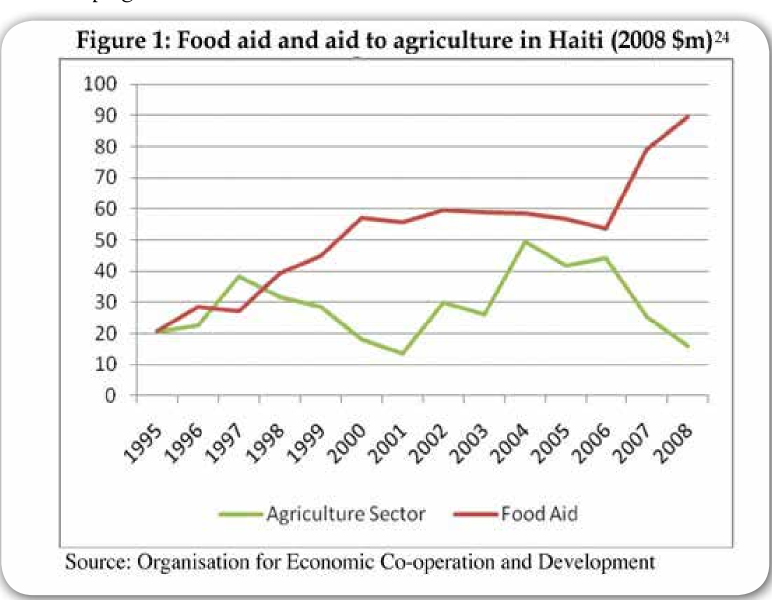


Chart shows cash value of food aid and cash value of foreign aid to agriculture from 1995 to 2008

The Farm Bill and "Corporate Welfare"

Food aid is part of the U.S. Farm Bill, a law renewed every five years by the U.S. Congress. In legislation proposed for 2012, the Barack Obama administration tried to institute reforms that would eliminate the link between U.S. food aid and U.S. produced-food and reduce the use of monetization. These changes, and others, would allow for the delivery of more aid, more quickly, at less cost to taxpayers, according to USAID.

But what some call "the hunger industry" is big business, as numerous studies and articles have proved [see links to resources below], and its beneficiaries have fought against the proposed legislation.

Agribusinesses like Archer Daniels Midland, shipping companies, and some of the big food aid agencies – including ACDI-VOCA, World Vision, and Technoserve, all active in Haiti – have lobbied hard against the administration's suggestions. Last summer, a bill passed the Senate, but it is now held up in the House.

"We are going to probably see a one-year extension," Oxfam America's Senior Policy Advisory for Agriculture and Food Policy Eric Muñoz told HGW in a telephone interview on September 6.

The Farm Bill is also the law that supplies massive subsidies and other financial support – amounting to between US$10 billion and US$30 billion per year – to U.S. farmers and agribusiness, some of which would be cut in the reformed Farm Bill, if it passes.

In his excellent article on the U.S.-Haitian rice and agricultural policy article, "*Diri Nasyonal ou Diri Miami*" article in the July 2013 issue of *Food Security*, Oxfam America's Senior Research Marc Cohen notes: "[b]etween 1995 and 2010, the U.S. government paid nearly US$13 billion in subsidies to 70,000 rice farmers." Riceland, whose rice sells under the "Tchako" label in Haiti, picked up US$500 million in during that period

The administration's proposed new Farm Bill legislation changes subsidies and other payments to farmers and agribusiness, but it is unclear what effect – if any – these would have on U.S. rice production and prices.

Seen together, it is clear why some call the 2008 Farm Bill "corporate welfare."

One part of the bill subsidizes agribusiness and farmers, many of whom are millionaires, according to numerous studies. Another part of the bill guarantees that whenever the U.S. government and its contractors decide people are hungry somewhere, U.S. farmers, agribusiness, food processors, and shippers have guaranteed customers for their products.

Lawmakers see the connection clearly. Last summer, a Democratic senator pushing for the new Farm Bill – which still has many subsidies – called it "a jobs bill."



Hurricane victims walk home after receiving food distribution of U.S. donated food.The women received rice, beans and vegetable oil.

"These programs help us sell our products in markets like Nigeria and Vietnam and ... the farm bill is key to sustaining our opportunities in these markets," Senator Maria Cantwell (D-WA) told *Roll Call.*

Neoliberal Dictates

When "corporate welfare" or a "jobs bill" are combined with the Washington-demanded policy changes that pried open Haiti's market by forcing open ports and dropping protective tariffs (first in the 1980s and then again in 1995), the result is devastating for Haitian farmers and a bonanza for U.S. rice farmers and other U.S. grain and food exporters.

In his article on rice, Oxfam's Cohen decries what he calls the U.S. "neo-mercantilist trade policy" that "aims to maintain free access to the Haitian market for U.S. food exports (particularly rice)."

Before 1995, most Haitian agricultural products – including rice – were protected by tariffs as high as 50%. But that year, a deal was forced on Jean-Bertrand Aristide's government by the U.S., the World Bank, the International Monetary Fund (IMF) as part of the "Paris Plan," whose terms had to be accepted before Washington would agree to help return the exiled president to Haiti. Tariffs plummeted to between 0% and 15%, the lowest in the Caribbean at the time. In 2009, some of those tariffs were adjusted upwards, but too little, too late, by most accounts.

In its 2006 report *Agricultural Liberalisation in Haiti*, Christian Aid called the tariff drops "disastrous," noting that Haiti went from being recently largely self-sufficient in food to using most of its export earnings to buy foreign food, mostly from the U.S.

"As food imports have increased, local agricultural production has fallen," Christian Aid writes. "It is now widely accepted that this trend is closely linked with the effects of trade liberalization."

Today, Haiti's population of about ten million is one of the best customers of U.S. farmers and agribusiness. In 2011, U.S. exports of agricultural products to Haiti totaled $326 million. The top categories included rice (US$166 million), poultry meat (US$64 million), and animal fats (US$14 million).

In 2010, former President Bill Clinton – whose administration coerced the tariff drop – told a Congressional committee that the policy change was wrong, noting it "may have been good for some of my farmers in Arkansas, but it has not worked [for Haiti]. It was a mistake."

Chicken and rice: new customers with new tastes

The "mistake" – which so far has not been corrected – did create a massive market for U.S. products at the same time as it brought about radical shifts in the Haitian diet.

Before 1995, chicken was considered "a luxury product," according to *Christian Aid.* It was "consumed by the population on Sundays or on special occasions, such as baptisms or when a guest came to stay." Most chicken sold on the streets or in stores came from Haitian farmers or a few small industrial suppliers.

By 2000, 60% of chicken consumed in Haiti came from overseas, mostly from the U.S., in the form of chicken parts, especially dark meat, considered largely unsellable in the fussy, white meat-loving U.S. market.

Rice consumption habits have also radically changed. According to a 2012 report released by Oxfam, "after 'trade liberalization' beginning in 1986 and the drastic reduction of Haiti's border protection," rice went from being "an occasional component of average diets (one or two meals a week) to the mainstay (seven to 14 meals a week)."

A 2010 U.S. government study notes much the same, saying that in the early 1980s, most Haitians "lived in rural areas and ate a diversified diet of roots and tubers, maize meal, and sorghum. Rice was occasionally consumed in these rural areas, but as a luxury item. A farmer would have to sell three to four *marmites* of maize in order to buy one marmite of rice. In urban areas, rice consumption was slightly higher. »

Rice consumption went from about 50,000 MT in 1980 to over 400,000 MT in 2012.

Today, "Haitians are among the largest consumers of rice in the Caribbean," according to the U.S. government. And per capita rice consumption continues to rise. Pegged at 42 kilograms per person in 2010, by 2013 that figure was 50 kilograms.

Sorghum and corn, which previously played an important part of all Haitians' diets – rural and urban – are today considered "inferior" food, according the various studies.

As rice imports have skyrocketed, Haitian rice production has remained relatively flat for the past 30 years. Heavily subsidized U.S. rice is consistently priced below Haitian rice.

Aid or Trade?

Cohen calls the Haitian-U.S. rice issue "a tale of power politics, greed, narrow self-interest, changing diets, and a global trading system that provides special and differential treatment not for the poor… but for the rich."

The U.S. Congress will eventually vote a new Farm Bill, which may or may not have changes to both food aid and farmer subsidies. But massive damage from U.S. farmer subsidies, food aid

Suite à la page (16)

RAPPORT DE LA CROIX-ROUGE: LA CRISE HUMANITAIRE EN EUROPE !



La Croix Rouge relève hausse alarmante de la pauvreté en Europe.

Par Quentin Vanbaelen

Le titre de l'introduction du nouveau rapport de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge plante le décor : « Cinq ans après – de mal en pis ». La situation humanitaire en Europe est plus qu'inquiétante. Par rapport à 2009, des millions de personnes supplémentaires doivent faire la queue pour se nourrir et n'ont pas de quoi acheter des médicaments, se faire soigner, se chauffer. Ce sont ces besoins qui doivent devenir les priorités des politiques. Sinon, la catastrophe ne peut qu'empirer.

« Par rapport à 2009, peut-on lire dans le rapport, des millions de personnes supplémentaires doivent faire la queue pour se nourrir et n'ont pas de quoi acheter des médicaments ou se faire soigner. » 3,5 millions d'européens ont ainsi reçu de l'aide alimentaire de la Croix-Rouge en 2012. Aujourd'hui, le rapport indique que 12 % des parents sondés ont avoué que leurs enfants devaient régulièrement se passer d'un des repas de la journée. En Espagne, 26,3 % des personnes ayant fait appel à l'aide de la Croix-Rouge ont moins de trois repas riches en protéines par semaine, et 43,2 % ne peuvent pas se permettre de se chauffer durant l'hiver.

Ces problèmes ont bien évidemment des conséquences importantes sur l'état de santé de la population. Celui-ci se détériore d'autant plus en raison des coupes dans les budgets des États : « Les conséquences des coupes dans les dépenses de santé se font durement sentir, un nombre croissant de personnes se tournant vers les dispensaires et les centres sociaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour obtenir un traitement ou une aide financière pour acheter des médicaments. »

Les travailleurs pauvres

La crise humanitaire européenne est là. La crise économique, mais aussi des mesures d'austérité, en sont responsables. Car, si, auparavant, l'aide d'urgence de la Croix-Rouge tendait à être réservée à des gens exclus de l'emploi et de la sécurité sociale, aujourd'hui, ni l'un ni l'autre ne sont garants d'un minimum de dignité.

Dans l'introduction du rapport, Anitta Underlin, directrice de la zone Europe de la Fédération, souligne l'émergence d' « un nouveau groupe de personnes vulnérables, les travailleurs pauvres, qui demandent de l'aide à la Croix-Rouge et au Croissant-Rouge en fin de mois quand ils doivent faire un choix entre acheter de la nourriture ou payer leurs charges – avec le risque de voir l'électricité ou le gaz coupé s'ils ne peuvent pas payer ces services ou d'être expulsés s'ils ne peuvent pas rembourser leur prêt hypothécaire. » Un constat qui fait écho à ce que de nombreuses organisations dénoncent dans le cadre du fameux « modèle allemand » et de ses mini-jobs. 600 000 travailleurs allemands ont ainsi dû faire appel à de l'aide supplémentaire pour payer leurs factures en août 2012, selon la Croix-Rouge.

Quant à ceux qui n'ont même pas d'emploi, leur situation est également de plus en plus difficile : « Parmi les nouveaux groupes vulnérables figurent également les personnes qui ont perdu leur emploi et qui n'ont pas ou plus droit aux indemnités de chômage, les familles monoparentales, les retraités, les jeunes qui ne sont ni aux études ni au travail et les migrants en situation irrégulière. »



Parmi les nouveaux groupes vulnérables figurent également les personnes qui ont perdu leur emploi et qui n'ont pas ou plus droit aux indemnités de chômage.

Les chômeurs belges durement touchés

Dans le rapport, un encadré est spécialement prévu pour la Belgique et le problème du chômage. Le témoignage de Sigrid, de Charleroi, est édifiant. Elle y raconte comment, d'une situation stable où elle et son mari avaient chacun un emploi, sa famille s'est retrouvée à devoir faire appel à l'aide de la Croix-Rouge pour boucler les fins de mois, notamment en achetant des denrées dans les magasins sociaux. « Nous pouvons acheter pour 44 euros chaque mois. Cela peut ne pas sembler beaucoup, mais cela me permet de joindre les deux bouts, d'acheter du lait, des langes, et d'autres choses qui sont très chères au prix plein, raconte Sigrid. Aujourd'hui, nous vivons au jour le jour, comptant chaque euro, et nous avons constamment peur que nos enfants tombent malades… »

Plus de 24 000 Belges font aujourd'hui appel à l'aide alimentaire de la Croix-Rouge. Nancy Ferroni, de la section belge de l'organisation, explique que les autorités envoient à la Croix-Rouge les gens dans le besoin, et que de plus en plus de chômeurs, retraités et étudiants bénéficient de leur aide. Elle pointe notamment le coût élevé de l'énergie, qui pousse de plus en plus de gens dans la précarité.

En regard de ces constats, les mesures du gouvernement Di Rupo qui touchent aux allocations de chômage semblent d'autant plus irresponsables.

En effet, 1 650 000 personnes — 15 % de la population — vivent sous le seuil de pauvreté dans notre pays. « En 2009, nous avons distribué 38 000 colis alimentaires. En 2012, c'est plus de 50 000. Il y a quelques années, le nombre d'épiceries sociales, qui répondent donc à des besoins, a largement augmenté. Aujourd'hui, on a 24 épiceries sociales rien que sur la Wallonie », explique Kathy Stinissen, qui dirige le département aide sociale de la Croix-Rouge.1

Par ailleurs, chez nous aussi, la santé se dégrade, et de plus en plus de personnes souffrent de dépressions et de troubles mentaux. En cause notamment, le coût des frais de santé. Kathy Stinissen : « C'est très lié évidemment, quand on se trouve dans une situation où l'on est d'une façon ou d'une autre, exclu de la société, on est potentiellement sujet à des problèmes de santé mentale. Et comme la plupart de ces gens n'ont pas les moyens de se soigner, leur situation peut se dégrader. »

Une réaction urgente est nécessaire

Face à une telle réalité, une réaction est nécessaire. Une réaction qui passe par la remise en question de la logique dominante du profit maximum. Celle-ci a mené à la crise, et n'a pu apporter, comme solution aux maux qu'elle a causé, qu'une spirale vers le bas. L'austérité, qui enfonce les populations européennes dans une crise humanitaire gravissime, vise à garantir le maintien d'un taux important de profit pour les grandes entreprises et les grands actionnaires. En Europe, aujourd'hui, des gens ont faim, ne peuvent plus se soigner, se chauffer, se loger… Ce sont ces besoins qui doivent devenir la priorité des politiques. Autrement, la catastrophe ne peut qu'empirer.



Un mendiant dans les rues de Paris, France



L'Europe connaît une forte augmentation de la pauvreté, a affirmé jeudi à Genève la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge met ainsi en évidence le lien entre la précarité croissante et la possible montée de la xénophobie. Laisser la misère s'installer et se généralise et s'en prendre aux migrants pour noyer le poisson, revient à mettre en place un terreau fertile pour les idées d'extrême droite. « Plusieurs Sociétés nationales (de la Croix-Rouge, NdlR) indiquent que les politiques publiques relatives aux migrants se sont durcies pendant la crise économique et que la mise en œuvre des lois existantes est problématique », indique le rapport. Maggie De Block, notre Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, en est un bon exemple. Sa politique inhumaine a fragilisé encore plus les migrants en Belgique, et contribue à alimenter une division malsaine entre Belges et étrangers.

Ailleurs en Europe, la situation a déjà atteint des proportions alarmantes. En Grèce les néonazis d'Aube Dorée rencontrent un succès croissant, et les ratonnades d'immigrés, de syndicalistes et de communistes, se sont multipliées. N'attendons pas d'en arriver là pour réagir.

Investig'Action
4 novembre 2013

Whether you're buying or selling a car,
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call 877-356-5030 For Complimentary Pick Up

OVER 3000 CARS TO CHOOSE FROM!

WE HAVE A CAR TO FIT EVERY BUDGET!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!

'11 HYUNDAI SONATA
BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/opts, 42k miles, Stk#83604

'10 TOYOTA RAV4 4WD
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241

'10 HYUNDAI CIVIC
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 35k miles, Stk#74688

'12 CHEVY CRUZE
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690

'12 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619

'11 TOYOTA SIENNA
BUY FOR: $14,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 15k miles, Stk#73236

'12 NISSAN MAXIMA
BUY FOR: $16,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#76311

'12 NISSAN PATHFINDER
BUY FOR: $17,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422

CLIP IT. BRING IT. CASH IN!
UP TO $3,000
• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE
• ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*
Authorized Signature Required, General Manager
Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

2011 CHEVY MALIBU
BUY FOR: $99 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 69396, 18k mi.

2012 TOYOTA COROLLA S
BUY FOR: $103 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 84301, 35k mi.

2012 HONDA ACCORD LX
BUY FOR: $115 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82471, 32k mi.

2011 FORD EDGE
BUY FOR: $147 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82896, 51k mi.

2009 HONDA PILOT EX
BUY FOR: $199 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 72824, 36k mi.

2011 MERCEDES C300^
BUY FOR: $18,995 PLUS TAX & TAGS
Stk# 68924, 13k mi.

CARS STARTING AS LOW AS $2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	$2,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	$2,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	$2,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	$3,995
1999	Toyota Rav4, 160k	218724	$3,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Toyota Matrix, 146k	037110	$4,995
2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	$4,995
2005	Toyota Camry, 65k	62871	SAVE

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	$5,995
2005	Honda Civic, 142k	78453	$5,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2008	Toyota Corolla, 7k	43265	$6,995
2008	Volkswagen Jetta, 30k	52550	$6,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2009	Toyota Camry, 87k	82713	$7,995
2010	Honda Fit, 17k	73329	$7,995
2007	Toyota Corolla, 92k	74352	$7,995

»»MANAGER SPECIALS««

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	$6,995
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	$7,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	$7,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	$7,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	$8,995
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	$9,495
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	$9,995
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	$9,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2009	Nissan Murano, 45k	73621	$12,888
2011	Nissan Rogue, 50k	69968	$13,995
2013	Nissan Altima, 16k	82570	$13,995
2011	GMC Terrain, 51k	82272	$13,995
2007	Lexus ES350, 53k	56974	$14,888
2010	Infiniti G37, 28k	70898	$18,995
2009	Acura MDX, 31k	73459	$22,888
2010	Lexus LS 460, 39k	82704	$31,995

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101









EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING!†† • NO CREDIT NO PROBLEM!

1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY! – WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of $10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.

Les Etats Unis ont choisi de tuer ma mère

Par Rafiq ur Rehman

Monsieur le Président, dites moi s'il vous plaît, pourquoi un drone américain a assassiné ma mère ? Momina Bibi était une sage-femme et une grand-mère du Waziristan âgée de 67 ans. Pourtant, le président Obama nous dit que les drones visent des terroristes.

La dernière fois que j'ai vu ma mère, Momina Bibi, c'était le soir d'avant l'Aïd al-Adha*. Elle préparait les vêtements de mes enfants et leur montrait comment on prépare le sewaiyaan**, un dessert traditionnel à base de lait. Elle disait toujours: la joie de l'Aïd est l'excitation qu'il procure aux enfants.

L'année dernière, elle n'a pas pu vivre cette expérience. Le lendemain, le 24 octobre 2012, elle était morte, tuée par le feu tiré par un drone américain alors qu'elle s'affairait à son jardin.

Personne ne m'a jamais dit pourquoi ma mère avait été visée ce jour là. La presse a rapporté que l'attaque visait une voiture, mais il n'y a pas de route à côté de chez ma mère. Certains ont dit que l'attaque visait une maison. Mais les missiles ont touché un terrain voisin, pas une maison. Une seule personne avait été tuée – une femme âgée de 67 ans et neuf fois grand-mère.



Le producteur et réalisateur du film "Unmanned: America's Drone Wars" Robert Greenwald (à gauche) écoute comment Rafiq ur Rehman, dont la mère Momina Bibi a été tuée et ses enfants blessés dans une attaque de drone américain au Pakistan, lors d'une conférence de presse au Capitole à Washington, DC le 29 Octobre, 2013 *(AFP photo / Jim Watson)*

Habitants du Waziristan manifestant contre les frappes de drones devant le parlement pakistanais à Islamabad

Mes trois enfants – Zubair, 13 ans, Nabila, 9 ans et Asma, 3 ans – jouaient non loin quand leur grand-mère a été tuée. Tous ont été blessés et emmenés d'urgence à l'hôpital. Ces enfants étaient-ils les «militants» dont parlaient les dépêches d'agences de presse? Ou peut-être, étaient-ce les enfants de mon frère? Eux aussi étaient sur place. Ils sont âgés de 3ans, 7 ans, 12 ans, 14 ans, 15 ans et 17 ans. Les quatre plus grands venaient juste de rentrer de l'école, peu de temps avant que les missiles frappent.

Mais les Etats Unis et leurs citoyens ne savent probablement pas ça. Personne ne nous a jamais demandé qui avait été tué ou blessé ce jour là. Ni les Etats Unis, ni mon propre gouvernement. Personne n'est venu pour enquêter et personne n'a été tenu pour responsable. Dit simplement, personne ne semble s'en soucier.

Je m'en soucie par contre, moi. Tout comme ma famille et mon village. Nous voulons comprendre pourquoi une grand-mère âgée de 67 ans représentait une menace pour un des pays les plus puissants au monde. Nous voulons comprendre comment neuf enfants, certains jouant dans les champs, certains venant juste de rentrer de l'école, pouvaient d'une manière quelconque avoir menacé la sécurité de ceux qui vivent séparés de nous par un continent et un océan.

Plus important, nous voulons comprendre pourquoi le président Obama, quand il est interrogé sur qui sont ceux que tuent les drones, répond qu'ils tuent des terroristes. Ma mère n'était pas une terroriste. Aucun membre de ma famille n'est un terroriste. Ma mère était sage-femme, la seule sage-femme de notre village. Elle a mis au monde des centaines de bébés dans notre village et ses alentours. Maintenant, les familles n'ont plus personne pour les aider.

Et mon père? C'est un directeur d'école à la retraite. Il a consacré sa vie à l'éducation des enfants, quelque chose bien plus nécessaire pour mon village que des bombes. Les bombes ne créent que de la haine dans le coeur de notre peuple. Et cette haine et cette colère génèrent plus de terrorisme. Mais l'éducation – l'éducation peut aider un pays à prospérer.

Je suis aussi un enseignant. J'enseignais à l'école primaire du village le jour où ma mère a été tuée. Je suis rentré à la maison pour trouver tout autre chose que les joies de l'Aïd, mais mes enfants à l'hôpital et un cercueil qui ne contenait que des restes de ma mère.

Notre famille n'a plus été la même après la frappe du drone. Notre maison s'est transformée en enfer. Les petits enfants pleurent dans la nuit et ne parviennent pas à dormir. Ils pleurent jusqu'au petit matin.

Certains de mes enfants ont dû subir plusieurs interventions chirurgicales. Cela nous a coûté un argent que nous n'avons plus étant donné que les missiles ont tué tout notre bétail. Nous avons été obligés d'emprunter à des amis; un argent que nous ne pouvons pas rembourser. Nous utilisons donc l'argent pour payer un médecin, un médecin qui retire du corps des enfants les cadeaux métalliques que les Etats Unis nous ont donnés ce jour là..

Les frappes de drones ne se comparent pas à des batailles où des personnes innocentes sont accidentellement tuées. Les frappes de drones visent les gens avant de les tuer. Les Etats Unis décident de tuer quelqu'un, une personne qu'elles ne connaissent que par une vidéo. Une personne à qui on ne laisse pas une chance de dire – je ne suis pas un terroriste. Les Etats Unis ont choisi de tuer ma mère.

Plusieurs parlementaires Américains m'ont invité à venir à Washington DC pour faire connaître mon histoire aux membres du Congrès. J'espère qu'après avoir raconté mon histoire, l'Amérique finira par comprendre le véritable impact de son programme de drones et qui se trouve à l'autre bout de la frappe par un drone.

Je veux que les Américains sachent au sujet de ma mère. Et j'espère que, peut-être, j'obtiendrai une réponse à cette simple question: pourquoi?

The Guardian (UK) 25 octobre 2013

Traduit de l'anglais par Djazaïri

Ndlr. * **L'Aïd al-Adha** (en arabe «fête du sacrifice») ou Aïd al-Kabïr «la grande fête», est la fête la plus importante de l'islam. Elle a lieu, le dernier mois du calendrier musulman, après waqfat Arafa, ou station sur le mont Arafat et marque chaque année la fin du hajj. Cette fête commémore la soumission d'Ibrahim (Abraham) à son Dieu, symbolisée par l'épisode où il accepte d'égorger son alors unique fils Ismaël1 sur l'ordre de Dieu.

** **Sewaiyaan**: dessert traditionnel du sous-continent indien

PARAGUAY : « le coup d'État a installé un gouvernement au service de l'impérialisme américain et des oligarchies »

L'unité de toutes les forces progressistes et démocratiques est nécessaire. L'intervention du Parti communiste paraguayen - pour le Front Guazu - au Forum de Sao Paulo du Cône sud, à Asuncion.

Comme lorsque s'est installée la dictature d'Alfredo Stroessner en 1954, en pleine guerre froide, l'ascension de Cartes a aujourd'hui une signification similaire. Sa dangerosité n'est peut-être pas perçue par les forces progressistes du Paraguay ni de la région.

En ce moment, la dictature stroniste fut l'avant-poste de l'impérialisme yankee pour déstabiliser les gouvernements démocratiques et provoquer un recul, ce qui fut pleinement réalisé dans les années 1970, avec le « Plan Condor », au moins dans le Cône sud de l'Amérique. La dictature de Stroessner était la base arrière sûre de l'Empire, où se trouvait non seulement un centre de renseignement mais aussi un centre d'opérations, à partir duquel ont été déstabilisés des gouvernements comme celui d'Allende (le soutien aux camionneurs est parti d'Asuncion, via l'Ambassade paraguayenne à Santiago du Chili). L'objectif aujourd'hui est de déstabiliser la région, en plus de créer un modèle néo-libéral valorisable, face à la décrépitude des gouvernements conservateurs en Colombie et au Chili.

Le Paraguay vit un moment critique bien que, dans le même temps, plein d'espoir. Comme peu de fois dans son histoire, le pouvoir oligarchique instauré depuis la Guerre de la Triple-Alliance (1864-1870) fut remis en cause pendant le gouvernement de Fernando Lugo (2008-2012).

Les occasions précédentes furent la révolution de Février (1936-1937) et la guerre civile de 1947. Justement depuis cette rébellion populaire et démocratique, le pouvoir oligarchique a pu consolider un long règne, avec le soutien politique du Parti « Colorado », qui s'est renforcé avec la dictature d'Alfredo Stroessner (1954-1989) et a continué par la suite avec la longue « transition à la démocratie » (1989-2008).

Après 61 années de règne, le pouvoir oligarchique était totalement usé et ce fut à ce moment précis qu'un vaste secteur démocratique a pu construire une alternative, l'Alliance patriotique pour le changement, avec la candidature de Fernando Lugo, avec 41 % des voix. La gauche, le centre-gauche et d'autres secteurs démocratiques non-libéraux ont obtenu 13 % des voix au Sénat – dispersés sur 20 listes, et donc seulement 3 sénateurs sur 45 – et le Parti libéral radical authentique (PLRA) a obtenu 28 %, ce qui a permis le triomphe de Lugo. Le Parti « Colorado » a obtenu 31 %, les partis conservateurs UNACE 20 % et Patria Querida 8 %.

Même avec un Congrès à une écrasante majorité conservatrice (ANR, PLRA, UNACE et PQ), le gouvernement de Fernando Lugo inquiétait l'oligarchie. Il l'a inquiétée parce qu'il a fait largement participer – à travers l'Exécutif – toutes les organisations sociales, y compris les plus stigmatisées par les gros propriétaires terriens, comme c'est le cas des « carperos » ou paysans sans terre. Il a mis par ailleurs en place des programmes sociaux, comme la santé publique et gratuite, la distribution de repas et de matériel scolaire, des aides conditionnées aux familles dans le besoin (tekopora, ou bien-être) et une pension minimale pour les personnes âgées, voilà quelques-unes de ses réalisations sociales. Grâce à ces projets, les pauvres ont retrouvé une dignité et compris que leur survie était une question de droit et non une question de qui était le caudillo local, comme ce fut le cas pendant les cent dernières années. Dans le fond, les très modérés projets sociaux du gouvernement de Fernando Lugo ont touché la base

Suite à la page (16)


Église
Synagogue
Mosquée
TOUT CELA EST SACRÉ.
«Le temps est venu de nous rassembler autour de nos valeurs communes. Elles définissent ce que nous sommes. Soyons-en fiers.»
Bernard Drainville,
ministre responsable des Institutions démocratiques
et de la Participation citoyenne
Égalité
hommes-femmes
Neutralité
religieuse de l'État
C'EST TOUT AUSSI SACRÉ.
Parce que nos valeurs, on y croit
www.NosValeurs.gouv.qc.ca
1 855 696-6792
UN
QUÉBEC
POUR TOUS
Québec

Suite de la page (6)

Lavalas ap toujou rete fidèl ak pèp Ayisyen an, 3 novanb 1996 pèp Ayisyen an te rele oganizasyon an, ; Fanmi Lavalas se paske lafanmi se lavi, Oganizasyon an se yon Lavalas lavi, Fanmi Lavalas senbolize lavi, fanmi lavalas sòti nan zantray pèp la, se yon zouti pou ede tout moun viv nan diyite ak Respè youn pou lòt & se yon batay kap ede pèp la sòti nan grangou, nan mizè, nan lenjistis ak esklizyon sosyal sou tou fòm. Fanmi lavalas ap toujou di: tout moun se moun, Tout moun dwe viv tankou moun fòk tout moun patisipe. Jodia tout peyi a ap travèse yon moman difisil , Mizè a di anpil ak yon moman malsite paske lavi vin pi di chak jou pi plis, Pa gen travay. Jiska jodia yon nann timoun poko janm ka rantre lekòl toujou, Pwofesè ak Direktè lekòl paka touche lajan yo. Nan jodi 3 Novanm saa; Fanmi lavalas pran angajmanl poul toujou rete solidè ak pèp Ayisyen an. Maryse kontinye pou l di « Zòt panike, Zòt ap eseye sèvi ak pwòp pitit Lavalas pou l wè si l ta febli Fòs Fanmi Lavalas, Zòt fè bri kouri pou l di fanmi Lavalas nan Negosyasyon anba anba, Zòt fè bri kouri pou l di Fanmi lavalas al enskri nan Konsèy Elektoral ki pa chita sou lalwa, Zòt ap mache di pa gen tèt ansanm nan Fanmi Lavalas. Tout sak sanble nan Sidès, an n rasanble pou n ka pran pouvwa yon 3zyèm fwa ankò, Yon sèl nou fèb, Ansanm nou fò , Ansanm ansanm nou se lavalas bò tab la ».

Nan okazyon fèt Fanmi Lavalas la nan Jakmèl, Senatè Deras ki se Prezidan asanble nasyonal la pat mete dlo nan bouch li pou l te kritike Pouvwa koripsyon pouvwa Martelly a. Li te poze pèp sidès la yon kesyon « Lè wap jwe yon Match football konbyen w fè ? Pèp Sidès la te reponn 3 pwen. Yo ba nou koudeta, konbyen tan nou te fè deyò ? 3 zan . Jodia se 3 Novanm pandan n ap fete la a, Koudeta yo ap prepare pou kraze palman an. Yap veye lè, nap veye lè tou. Yap fè lè pase, nou menm tou nap fè lè pase tou & nou bat lestomak nou twa fwa pou n di; kou sa a pap pase, paske nou annafè ak yon ekip ki vòlè 3 jou avan chat. Militan k ap dòmi yo, Nou mande poun bay dèyè nou 3 tap, paske nou te pran pouvwa 2 fwa deja , fòk nou bay dèye nou 3 tap pou n pran pouvwa yon 3zyèm fwa ankò.

Gen anpil palmantè lè gen seyans nan palman an nou konvoke yo, Yo pa vini, yo ret chita lakay yo men kan gen rankont ak prezidan tout reponn prezan nan palè. Fòk nou pa bliye pèp la te vote nou poul al fè yon travay pou li; kote vwal paka rive, mwen menm senatè Deras, Nèg plato santral; yo toujou di nèg plato santral janbe dlo san pye l pa mouye. Se sak fè nou mete gason sou nou, pou n kontinye goumen pou n pa pèdi aki demokratik pèp ayisyen an ba nou manda pou li a. Nou pap mouri , n ap rete vivan pou nou wè viktwa pèp la, paske jodia gen viktwa sou pèp la, pa gen viktwa pou pèp la.

Cuba et le reste du monde face aux États-Unis isolés : quasi-unanimité (188 contre 2) contre l'embargo à l'ONU

Jamais les États-Unis n'avaient été aussi isolés dans leur politique criminelle imposée à Cuba. Ce 29 octobre, la 22 ème résolution cubaine appelant à la condamnation du blocus a été soutenue par 188 Etats, 2 la refusant, 3 s'abstenant de voter.

La tribune de l'Assemblée générale de l'ONU s'est transformée en plaidoyer pour le droit du peuple cubain à disposer de sa souveraineté, en conformité avec le droit international, et en mise en accusation de la politique suivie depuis 53 ans par les États-Unis.

En 1992, ils n'étaient que 59 Etats, au sortir de la guerre froide, à soutenir Cuba dans son rejet de ce blocus inique. Aujourd'hui, ils sont 188. Le record historique de 2012 égalé voire battu, si on prend en compte que seuls deux Etats s'opposent : les États-Unis et son allié israélien.

Les conséquences pour Cuba de l'embargo (« bloqueo ») sont terribles. Selon les chiffres du gouvernement cubain, la perte économique se chiffre à 1 157 milliards de $. Les hôpitaux du pays sont privés de l'accès à des médicaments ou matériel médical vitaux.

Cela n'empêche pas Cuba d'être à la pointe dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU, en tête des indicateurs de santé, d'éducation, de culture de tout le continent, rivalisant avec les pays les plus riches de la planète.

Comme l'a rappelle Bruno Parilla, ministre des Affaires étrangères, lors d'une intervention magistrale à la tribune, dès 1959, l'objectif était d'étrangler économiquement Cuba pour faire tomber un régime qui gênait les intérêts impérialistes américains.

Il a cité ce rapport édifiant et célèbre du sous-secrétaire d'Etat américain datant du 6 avril 1960 : « La majorité des Cubains soutiennent Castro (…) Le seul moyen possible de leur faire perdre cette base de soutien, c'est créer la désillusion, la déception en fomentant l'insatisfaction économique et la pénurie. Il faut rapidement mettre cela en pratique, par tous les moyens possibles, pour affaiblir la vie économique (…) priver Cuba d'argent et de fournitures afin de réduire les salaires, dans le but de créer la faim, le désespoir et la chute du gouvernement ».

Depuis, présidents démocrates et républicains se sont succédé, rien n'a changé.

Les espoirs suscités par l'élection de Barack Obama se sont envolés, le blocus s'est raffermi. Les États-Unis appliquent depuis 2008 des sanctions extra-territoriales, frappant durement les organismes nouant des relations commerciales et financières avec Cuba.

Comme l'a résumé Bruno Parrilla, la politique suivie depuis 53 ans par les gouvernements nord-américains « constituent une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'Homme ».

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les interventions, apportant un soutien sans failles à Cuba. Du Mexique à l'Inde, de la Chine au Vénézuela, du Vietnam à l'Egypte, en passant par l'Afrique du sud, la Syrie, l'Angola, le Brésil, l'Algérie, la liste est longue et significative.

Outre les Etats, il est à souligner que divers organismes – la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraibes (CELAC), le Mouvement des non-alignés, le Groupe des Etats d'Afrique, l'Organisation de la coopération islamique, le MERCOSUR – sont intervenus à la tribune pour condamner vigoureusement le blocus.

L'Union européenne, si elle a finalement appuyé la motion cubaine, n'en a pas moins exprimé ouvertement ses critiques sur le système économique et politique cubain.

Cuba si, bloqueo no ! La lutte continue pour le respect du droit cubain à pouvoir se développer librement. Il peut compter sur le soutien de la quasi-totalité des Etats de la planète.

Solidarité internationale
30 octobre 2013

Suite de la page (4)

Ce bon collègue avec qui nous discutons quotidiennement de politique nous a tout expliqué. Car ce n'est que hier qu'il se trouvait en charge des funérailles de sa voisine décédée la semaine dernière. « Si vous ne vous y connaissez pas bien, vous risquez de vendre tous vos biens pour enrichir les propriétaires de ces entreprises funéraires. C'est une véritable mafia qui profite de ces moments d'affliction pour appauvrir les pauvres ». C'est ce que nous a confié Philogène Ossonet.

Notre interlocuteur a même traduit pour nous le langage des instruments de la fanfare. Von Von Von Von Von. *Bèl bal ka nèg sòt, konpè kochon nan won. Majò tanbou chaje tanbou w. Apre dans tanbou lou. Von Von Von Von Von*

Le jour des morts

Toujours dans le cadre de ce profond respect que les vivants vouent aux morts, un jour férié leur est consacré annuellement, c'est le 2 novembre. Etant donné que le premier novembre est aussi férié, une multitude infinie de curieux, de parents et de badauds se ruent vers tous les cimetières du pays. Mais traditionnellement, c'est au grand cimetière de Port-au-Prince que se donne le rendez-vous le plus important. Après avoir visité le cimetière de Tabarre, nous filons vers le centre-ville.

Tôt dans la matinée, c'est déjà l'affluence. A l'entrée nord soit par la rue de l'Enterrement, se tient une exposition. L'animation assurée à grand renfort de décibels tandis que les danseurs et danseuses se déhanchant aux pas de Gede ne laissent aucun visiteur indifférent. A la barrière, l'on est obligé de traverser ces marcs de café en guise de libation aux morts.

A quelques mètres, les mendiants s'attroupent, espérant recevoir des âmes clémentes de quoi se mettre sous les dents. Au milieu des marchandes de fleurs s'attroupent les marchands de clairin, de cierges, d'allumettes etc. *Se moman sa a pou moun yo fè charite. Alos, pòv yo pwofite jwenn yon ti kichòy.* Mais il faut être assez brave pour pénétrer parmi les tombes. *Se pa de betiz moun ap tande. Bagay ou pa janm panse w ta tande nan bouch yon moun.*

Perchés sur une haute tombe dressée entre Bawon et Grann Brijit, rien ne nous échappe. C'est aussi le moment de revoir des connaissances que nous n'avons pas revues depuis des années. Là, nous assistons les femmes atteintes de gede qui imbibent leur partie génitale de piment macéré dans du clairin. Fanfan, *kote m ye anlè a m pa ka pran lodè piman an. Epi medam yo pran plezi vide nan chòbòlòt yo. « Gede men piman kale hm hm w met piman»*, fredonne les badauds.

Jou Gede

« Si si si m pral kay Lamèsi Way manman. Kay Lamèsi gen kabrit griye. Way maman ». Las agents de sécurité armés pour la plupart de leur fusil de calibre 12 sont venus nous faire injonction de vider les lieux. C'est l'heure de fermer. *Men pa kwè sa non Fanfan. Se lè pou gwo potanta vin fè seremoni pa yo. Depi w wè n di w. Paske sa fè n 21 an depi n al nan gran simityè chak 1ye ak 2 novanm.*

Un ptit saut dans un restaurant pour ingurgiter quelques cuillerées de bouillon tèt kabrit. Rendez-vous dans un gede à Pilipo dans les hauteurs de Pétion-Ville. En arrivant, le hougnan nous salue cordialement et nous présente la manbo. Mais ils tardent à commencer. Nous filons vers Nérette kay Lamèsi.

Fanfan *m ta renmen le jou w ap vin Ayiti n ta renmen pou 1ye ak 2 novanm pran w Pòtoprens pou n ka mennen w nan gede ka Lamèsi nan Nerèt. Si m di w sa m te wè , ou pap bezwen vini ankò.* Alors laisse-nous juste le temps de te présenter brièvement l'ambiance et cette entrevue que le Mari de Lamercie. Monsieur Dumay Widner, de son nom vanyan Darati Mackandal a accordées en exclusivité à Haiti Liberté.

« *Çà fait déjà 20 ans depuis que nous professons la religion vodou. Ici dans cette grande salle, nous avons les plats marasa. C'est une façon de recevoir en toute civilité les morts qui nous reviennent d'un long voyage. Contrairement à ce que croient les gens la mort c'est la négation de la vie. Parallèlement, la vie c'est la négation de la mort. Pour qu'il y ait vie il faut qu'il y ait mort obligatoirement* », nous a-t-il confié.

Monsieur Dumay Widner a poursuivi pour nous faire savoir que tous ces plats, et ces boissons seront disparus aussitôt que les gede vont arriver. Et le lendemain ils seront dans l'obligation de les remplacer pour les nouveaux arrivés. *Fanfan yon jou nou gen pou n rankontre tou. Lè sa a na wè kisa ki gede a.*

Haiti Liberté annonce avec infiniment de peine la nouvelle de la mort de Mme Veuve Jacqueline Branchedor survenue en Haiti le lundi 4 novembre en cours à l'age de 78 ans des suites d'une courte indisposition.

En cette douloureuse circonstance, à ses enfants Mme Girlande St Louis et Fritz Gérald St Louis et famille, sa soeur Mme Edith Branchedor et famille ; son neveu Gérald Loiseau et famille, ses nièces Mme Nicole Camille née Loiseau et famille, Evelyne Loiseau ; ses petits enfants Jerry, Bijou et Tommy ; à sa cousine Anna Cadet et famille ; aux familles Branchedor, Camille, St Louis, Cadet, Loiseau ainsi qu'à tous les autres parents et alliés si cruellement affligés, Haiti Liberté présente ses sincères condoléances.



Mme Veuve Jacqueline Branchedors

Les funérailles de Veuve Jacqueline Branchedor seront chantées le samedi 16 novembre à l'Eglise Parc Chrétien à Delmas, Port-au-Prince Haiti.

Paix à son âme.

« On meurt comme on a vécu »

Dans la nuit du mercredi 30 octobre, un incendie a éclaté dans la maison d'un compatriote haitien, M. Charléus Séjour, à East 15 Street, Brooklyn. Malgré la diligence des sapeurs pompiers, il y a eu deux morts dont M. Séjour 63 ans, sa mère Dieulie Séjour 91 ans, puis 4 personnes blessées.

Frère Séjour a vécu pour sa famille et ses amis. Il a donné sa vie en essayant de sauver sa mère qui malheureusement est décédée sur les lieux, alors que lui a été conduit à Kings County Hospital où il a été déclaré mort.

Charléus Séjour laisse dans le chagrin, sa femme Marie J. Séjour ; ses enfants Tatiana Séjour, Lourdge Séjour Paul, Cassandra Séjour, Charles Sébastian Séjour ; son petit fils Jacob Antoine Paul ; son beau-fils Wood Kervens Paul ; son frère Délius Séjour, sa soeur Ludie Gabin ; ses neveux et nièces : Germaine Gabin, Stanley Séjour, Jerry Wolf (Woodie) Séjour, Darlie Séjour ; les familles : Allie, Dupey, Jean-Mary, Desrosiers, Pradieu, Lamarre, Marshall, Pierre, Gauthier, Calizaire, Celestin, Nelson, Dorancy, Verger, Monnestime, Josaphat, Chery ; tous les frères et soeurs de son Eglise.

Les funérailles de Charléus et Dieulie Séjour



M. Charléus Séjour

seront chantées le samedi 9 novembre à 8hres du matin à l'église Ebenezer Haitian Baptist, située au 1058 President St, Brooklyn, NY 11125-3054.

Une veillée de prière sera tenue en cette même Eglise le vendredi 8 novembre à partir de 4hres PM jusqu'à 9hres PM.

Pour information, sonnez le (718) 773-3054

Suite de la page (8)

confortables pour y entreprendre des affaires. Ils estiment que c'est un pari trop risqué. Haïti généralement considéré comme un pays volatile, ce qui sert d'ailleurs de prétexte aux occupants pour rester le plus longtemps possible, ne rassure en rien les investisseurs étrangers. L'environnement global du pays ne s'y prête pas.

Quand on parle d'instabilité, cela ne fait pas référence seulement au fait que des troubles politiques peuvent éclater à tout moment dans le pays. Les causes et la conséquence de ces troubles peuvent être tout aussi catastrophiques pour la stabilité et la création d'un climat propice aux investissements en Haïti. Par exemple, en général, Haïti qui a une longue tradition de présidentialisme fort caractérisé par la suprématie du pouvoir d'un homme au détriment des autres pouvoirs ; les autorités ne se soucient guère des échéances électorales. Depuis deux ans le processus électoral est en panne dans le pays. Le personnel politique du Sénat n'est pas renouvelé depuis 2011, les élections municipalités depuis plus de trois ans et les collectivités territoriales ne sont pas renouvelées, depuis plus de sept (7) ans. Il est donc difficile d'attirer les investisseurs dans un environnement pareil où tout est possible à n'importe quel moment.

Parallèlement, il y a aussi le processus de vassalisation des autres pouvoirs par l'Exécutif qui se croit au-dessus de tout et qui veut échapper à tout contrôle parlementaire. Il n'y a pas longtemps, la création du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), l'amélioration du climat de sécurité, notamment en matière de violence, d'homicides, et de cas de kidnapping a été présentée comme un succès du régime Martelly/Lamothe en dépit de certaines dérives commises par le pouvoir en ce qui a trait aux violations des droits humains. Dans le même temps, il est navrant de constater que le sentiment général qui prédomine de nos jours au sein de la population, c'est que le pays se trouve dans l'impasse. Le peu de progrès accompli par le pouvoir en place sur le plan du climat général de sécurité ne permet pas d'espérer des investissements intensifs pour l'instant en vue d'une amélioration substantielle des conditions de vie des masses défavorisées. L'incertitude quasi généralisée s'installe.

Autres obstacles à la création des conditions de facilité aux affaires en Haïti, c'est sans doute le processus d'offres, de contrats et d'attributions des marchés généralement très peu crédibles. Rien ne permet aux acteurs concernés de le considérer comme étant suffisamment juste et transparent pour garantir une saine compétition entre les hommes d'affaires. Si les compétiteurs n'ont pas le même niveau de chance pour emporter une offre et que les contrats s'octroient sur la base de copinage et d'accointances politiques, il est normal que les investisseurs soient réticents à entreprendre des affaires en Haïti. L'indice de perception de la corruption demeure élevé en Haïti. Haïti est classée à la 165e place dans le rapport 2012 de l'Organisation Transparency International ». Point n'est besoin de signaler combien il est difficile d'attirer les investisseurs dans un pays gangréné par la corruption et où l'impunité est érigé en système. A cela s'ajoutent les défaillances des services de douane et la Direction générale des Impôts (DGI) rongés également par la corruption. Ces organismes de collectes des taxes pour l'Etat se révèlent improductifs et inefficaces. Le processus de dédouanement généralement trop lent et la contrebande constituent aussi un handicap majeur aux investissements.

Une préoccupation majeure en ce qui concerne l'indice de facilité des investissements c'est celle relative à l'indépendance judiciaire. Il est de plus en plus évident que le pouvoir judiciaire, à travers son président, demeure un instrument entre les mains de l'Exécutif pour persécuter ses adversaires et exécuter toutes sortes de sales besognes qui puissent plaire au Palais National. Dans un système où les proches d'un pouvoir sont libres de commettre des exactions impunément, aucun investisseur sérieux ne va certainement faire des affaires dans un tel pays. Le système judiciaire n'offre pas de garantie d'une justice équitable en cas de conflit. En absence d'un cadre juridique et légal, il est extrêmement difficile pour un investisseur de conduire des affaires dans un pays. C'est la loi qui doit tout déterminer. A cela, s'ajoute un autre problème très sérieux, l'absence de main d'œuvre qualifiée en Haïti. Selon la Banque Mondiale, plus de 80% de la force de travail du pays s'est expatriée. C'est un véritable dilemme pour un pays aux ressources limitées et qui a besoin d'investissements pour la création d'emplois en vue de la relance de son économie.

Le rapport de « Doing Business » peut ne pas plaire au régime Tèt Kalé, mais il devrait contribuer à l'inciter à mettre un peu de retenue sur la fameuse phrase, « Haiti is open for business » pour qu'il cesse d'être un slogan creux. Le rapport révèle avant tout « qu'Haïti est ouverte aux affaires » dans le contexte actuel est une illusion. Autrement dit Haïti a encore du chemin à parcourir pour être ouverte aux investissements. Ce rapport devrait aussi stimuler le pouvoir en place à travailler de manière à créer un environnement propice aux affaires en Haïti. L'établissement de cet environnement doit nécessairement passer par la promotion de la stabilité et la sécurité, du renforcement l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme de la justice ; la lutte contre l'impunité, la contrebande et la corruption, et la bonne gouvernance. Sans la création de cet environnement, « Haïti est ouverte aux affaires » restera pendant longtemps encore un simple vœu pieux.

Francklyn B. Geffrard
Journaliste independent

Suite de la page (7)

ne sont passibles des tribunaux haïtiens. Ils agissent en toute impunité.

Par ailleurs, le choléra introduit en Haïti en octobre 2010 par un contingent militaire de la force onusienne venu du Népal a semé et continue de semer encore le deuil et la désolation au sein des familles haïtiennes. Officiellement, au moins huit mille (8.000) de nos compatriotes sont morts depuis le début et six-cents cinquante mille (650.000) autres sont infectés par le vibrion choléra. Les Nations-Unies refusent jusqu'ici d'endosser la responsabilité des victimes du choléra, malgré plusieurs rapports crédibles sur la question publiés par des universités américaines, des centres de recherches en France et ailleurs pour montrer que le germe du choléra identifié en Haïti est de souche népalaise et qu'il est entré au pays à travers des soldats népalais qui, eux-mêmes avaient déjà été infectés dans leur pays.

Il en est de même de la position du gouvernement haïtien qui contraste avec la réalité. Le régime Martelly-Lamothe n'a pas eu jusqu'ici le courage de dénoncer le rôle des Nations-Unies dans ce dossier qui défraie la chronique. Les parents des victimes de la maladie ainsi que ceux qui sont infectés n'ont eu aucun accompagnement du côté de l'Etat haïtien. Le ministre haïtien des Affaires Etrangères, Pierre-Richard Casimir, a plutôt tendance à dédouaner l'ONU dans ce dossier. Ni le président Martelly ni le premier ministre Lamothe, encore moins, n'a pipé mots à propos de la véritable responsabilité des casques bleus de l'ONU dans l'introduction du choléra en Haïti. Ils ont adopté une posture de Ponce Pilate, alors qu'ils sont censés défendre les intérêts de la République et du peuple haïtien. La récente manifestation des compatriotes devant le siège de l'ONU à New-York au moment où le chef du gouvernement haïtien, Laurent Lamothe s'adressait à l'Assemblée générale lors de la 68e session, a poussé celui-ci à reconnaitre les impacts négatifs du choléra sur les couches les plus vulnérables de la population. «Le peuple haïtien continue de payer le prix fort en vies humaines», a-t-il simplement reconnu, proposant qu'»une partie importante du Fonds Mondial de Lutte contre le choléra soit consacrée de manière exclusive à l'éradication de la maladie en Haïti». Il parle de responsabilité morale de l'ONU, mais sans grande conviction.

En plus d'être, le leader du GREH, Himler Rébu, un ancien officier des Forces Armées d'Haïti, a déclaré, à plusieurs reprises, que des pistes d'atterrissage pour de petits avions transportant de la drogue sont en nette augmentation un peu partout dans le pays surtout avec la présence de la MINUSTHA, également impliquée dans des violations de droits humains, alors que celle-ci a le contrôle militaire du territoire. Drôle de constat!

On comprend pourquoi le président de l'Uruguay, un pays faisant partie du cône sud avec une superficie de 176, 220 km2, a décidé de rappeler ses troupes de la MINUSTAH si «des progrès en matière de démocratie» ne sont pas visibles en Haïti dans les prochains 90 jours. A l'appui de cette déclaration en présence des ministres de son gouvernement, le président uruguayen a indiqué que «la démocratie a en fait régressé en Haïti depuis l'installation du régime Martelly qui n'a pas organisé les élections législatives, municipales et locales depuis environ trois années».

Cette décision, si elle est confirmée, serait une forme de désaveu de la MINUSTAH qui se la coule douce dans une «République bananière». L'Uruguay avec un contingent de 940 soldats n'est pas le seul pays qui s'impatiente de voir Haïti progresser sur le chemin du développement et de la démocratie. Un petit pays de la Caraïbe pris en otage par un groupe de mercenaires avides de pouvoir. La Bolivie a convoqué également cette semaine son parlement sur la participation du contingent militaire bolivien au sein de la MINUSTAH qui compte actuellement un effectif de cinq mille soldats. Le Brésil, le géant sud-américain, est en train d'évaluer la participation de ses soldats au sein de la force militaire onusienne en Haïti.

Tout compte fait, il faut rendre un hommage mérité au sénateur du Nord qui est en train de mener une croisade contre les forces militaires des Nations-Unies en Haïti. Le sénateur a déjà visité plusieurs pays engagés au sein de la MINUSTAH notamment le Brésil et l'Uruguay. Il a eu des pourparlers avec des autorités brésiliennes y compris des parlementaires. Il a rencontré également les plus hautes autorités uruguayennes, notamment le président Mujica sur le dossier de la MINUSTAH. Si l'un de ces Etats décide de se retirer d'Haïti, ce sera une victoire personnelle de Moïse Jean-Charles.

En dépit de tout, il est navrant aussi de constater que certains secteurs du pays s'accommodent très bien de la présence de cette force d'occupation. Certains leaders politiques gardent le mutisme le plus complet sur des exactions et violations des droits humains des membres de la MINUSTAH. Ils ne veulent pas scier la branche sur laquelle ils sont assis, dit-on. Des formations politiques dites de gauche, au lieu de dénoncer les mauvaises pratiques de la force onusienne en Haïti, s'en prennent plutôt à une autre formation politique de l'opposition en essayant de lui barrer la route du pouvoir. Elles préfèrent pactiser avec le régime d'extrême droite au pouvoir conduit par Michel Martelly. Des partis de l'opposition font de «l'opposition» à une autre formation politique de l'opposition. Ils s'érigent ridiculement en troisième voie et même en quatrième voie.

On comprend pourquoi deux jeunes avocats, Me Newton St Juste et Me André Michel, sont beaucoup plus écoutés que ces leaders qui ont plus de vingt-cinq ans sur l'échiquier politique. Ils ont beaucoup plus de succès auprès de la population pour leurs convictions politiques et leurs engagements démocratiques en essayant de mettre à nu la mauvaise gestion et pratique aberrante du régime en place. Alors que des vétérans politiques qui n'ont jamais gagné sur le terrain politique veulent à tout prix le pouvoir sans le moindre effort de gagner la sympathie de la population. On comprend pourquoi la lutte pour faire dédommager les victimes du choléra par l'ONU n'est pas dans leur agenda. Leur priorité est de gagner la sympathie du régime Martelly avec l'espoir de gagner un poste ministériel ou de directeur général ou à défaut de faire caser leur femme ou leurs enfants dans des ambassades ou consulats d'Haïti à l'étranger.

Il ne fait pas de doute que le combat pour le départ de la MINUSTAH fait partie du même combat pour l'éradication du choléra et du départ du régime de Martelly qui foule aux pieds les principes démocratiques et les droits du peuple haïtien. D'ailleurs, Michel Martelly l'a dit à qui veut l'entendre que son pouvoir est bien souché avec la présence de la MINUSTAH. En clair, il peut faire et défaire à sa guise. Martelly et MINUSTAH, véritables gangrènes pour la population.

Suite de la page (12)

même du pouvoir de l'oligarchie. C'est pour cela qu'elle a décidé d'agir et, toutes les informations concordent, elle a planifié le massacre de Curuguaty [NdT : en juin 2012, la police charge violemment un camp de paysans sans terre, le bilan est de 17 morts, 11 paysans et 6 blessés, et de 80 blessés. Le massacre sert de point de départ au processus de renversement du président] tout comme le coup d'Etat parlementaire. L'oligarchie ne voulait courir aucun risque lors des élections d'avril 2013, et cela ne l'a pas gêné de briser l'ordre constitutionnel, comme elle l'a toujours fait dans l'histoire paraguayenne.

Les élections d'avril 2013 furent totalement frauduleuses, en commençant par la candidature même de Horacio Cartes. Ce dernier ne pouvait pas être candidat du Parti Colorado, parce que n'ayant pas l'ancienneté requise dans les statuts. Prêt à tout, il fait pression et réussit à convoquer une Convention extraordinaire pour modifier les statuts – une convention pour une personne – et il achète littéralement un bon nombre de conventionnels, ce qui lui assure une victoire facile dans l'Assemblée colorada. Pareillement, il a imposé une présidente du parti de confiance (Lilian Samaniego) et un intendant d'Asuncion également de confiance (Arnaldo Samaniego). Au sein du Parti colorado, son argent a écrasé les prétentions de son rival (Zacarias Irum), qu'il est ensuite parvenu à aligner sur ses positions, grâce à ses ressources. Pour le coup d'Etat parlementaire il a donné son appui décisif, avec l'objectif clair de compromettre le PLRA dans l'effondrement institutionnel, lui faire perdre de son prestige et briser, pour toujours, l'Alliance patriotique pour le changement. Les élections d'avril 2013 furent une « promenade » pour Cartes, qui s'est imposé plus par sa fortune que par tout autre type d'argument.

Les secteurs progressistes non-libéraux furent plus forts qu'en 2008. Tandis qu'en 2008, ils avaient obtenu 13 % des voix au Sénat, en 2013 ils ont obtenu – les mêmes groupes – 28 % des voix (plus que doublés) et 11 sénateurs (contre 3) : 5 du Front Guasu, 3 du PDP, 2 de l'AP et 1 du PEN.

Il y a bien eu une restauration conservatrice, avec une couleur nettement néo-libérale et autoritaire, déjà présent dans le massacre de Curuguaty et la criminalisation qui s'en est suivie des luttes sociales et dans le même temps qu'a surgi, paradoxalement, comme acteur d'une bien plus grande envergure le progressisme – de la gauche jusqu'au centre – qui aujourd'hui a un poids important au Paraguay, comme jamais il n'en eu dans l'histoire du Paraguay.

Le 15 août, Cartes prit ses fonctions de président. Il le fit dans la plus grande indifférence de ses collègues colorados, qui ont hué plusieurs ministres qu'il avait nommés ce jour-ci. En revanche, cela se produisit dans la joie exacerbée des groupes de presse, des propriétaires terriens et des industriels de l'agro-alimentaire.

Fait notable, un jour avant, le 14 août, était assassiné le dirigeant paysan et du Front Guasu, Lorenzo Areco, par des hommes armés, en plein jour sur la route internationale au nord du pays. Deux jours après, le 16 août, un attentat présumé de la fantomatique Armée du peuple paraguayen (EPP) a fait quatre morts parmi des voyous et un officier de police, des gardiens de sécurité des propriétés du nord du Paraguay, où opèrent les narco-trafiquants et l'EPP. Résultat de ces événements – selon nous, froidement calculés – en moins d'une semaine (le 22 août) fut adoptée la Loi de Militarisation, permettant aux forces armées de réprimer tout mouvement sans nécessité de déclarer l'Etat d'urgence, où que ce soit dans le pays. Il y a quelques jours fut assassiné un autre dirigeant paysan, Inocencio Sanabria, et 6 dirigeants paysans ont été assassinés depuis le coup d'Etat parlementaire du 22 juin 2012 (deux dans les 40 derniers jours), sans que personne n'ait été poursuivi.

D'après nous, cette loi de militarisation est totalement anti-constitutionnelle, puisque le rôle des forces armées est la protection des frontières et, en général, la défense du pays, et non d'intervenir dans les conflits internes. Dans les raids réalisés dans le nord du pays (Concepcion, San Pedro), les organisations de défense des droits de l'Homme rapportent des violations significatives, comme des raids brutaux au cœur de la nuit, des mauvais traitements et des intimidations visant la population civile.

De fait, ce qui se passe au Paraguay est l'achèvement du coup d'Etat parlementaire contre Fernando Lugo, quand la droite la plus réactionnaire a planifié de reprendre le pouvoir, à partir du massacre de Curuguaty (11 paysans et 6 policiers assassinés) et qui avait tous les aspects d'un complot. La Commission des Droits de l'Homme des Nations unies, en mars 2013, a condamné les exécutions sommaires de paysans, les tortures et l'absence de garanties dans le procès biaisé qui maintient une dizaine de paysans sous les barreaux, uniques présumés coupables du massacre. Les victimes sont les seules coupables pour la « justice ».

La vitesse avec laquelle agit Cartes sur le plan militaire, et l'intimidation qu'il impose au mouvement social en général et paysan en particulier, s'étendent aux autres sphères du pouvoir. Déjà avant qu'il entre en fonctions, il a ordonné que soient adoptés deux projets : la loi de participation public-privée dans les infrastructures et la loi sur le cadre régulateur électrique. Ce dernier projet a pu être empêché grâce à une mobilisation sociale immédiate, avec un rôle du Front Guasu et d'autres forces progressistes, et est aujourd'hui suspendu. La Participation public-privée, qui hypothèque toutes les ressources et biens publics en faveur des grandes entreprises privées du bâtiment, y compris des trans-nationales, a été en revanche adoptée le 24 septembre, 40 jours après l'investiture de Cartes. Cette loi ne donne plus son mot au dire au Congrès en cas de concession (privatisation), pareil pour le Pouvoir judiciaire. Ce jeudi 26 septembre a également été adoptée la Loi de responsabilité fiscale, qui gèle tous les salaires publics et les dépenses publiques courantes (éducation, santé et aides sociales) sans que le Congrès ne puisse rien dire par la suite sur les nouveaux budgets de la nation. Tout le pouvoir économique, politique et militaire se trouve concentré entre les mains de Cartes, laissant – comme pendant la dictature de Stroessner – les pouvoirs législatif et judiciaire comme de simples objets décoratifs.

Qui sont derrière le plan de Cartes ? Incontestablement l'Empire et les oligarchies régionales.Ils cherchent à développer l'industrie agro-alimentaire exportatrice, les « maquilas » (usines délocalisées) et les privatisations, transformer le Paraguay en un nouveau modèle néo-libéral pour la région, mettre un frein au processus d'intégration des peuples dans des projets comme le MERCOSUR, l'UNASUR et la CELAC. Il s'agit d'une mauvaise articulation de la Colombie d'Uribe – qui est venu présenter un livre d'un ami personnel de Cartes, Mateo Balmelli –, le Mexique des maquilas et l'Argentine de Menem. C'est un projet qui, comme celui des Chicago Boys de Pinochet (dont Cartes connaît l'expérience via Cuadra, qui un de ses principaux conseillers), prétend être un modèle à partir duquel on peut torpiller le processus d'intégration progressiste d'Amérique du sud, face à l'épuisement des modèles néo-libéraux dans la région, comme la Colombie de Santos, contrainte à un processus de paix, et le Chili de Piñera, qui va bientôt être remplacé par Bachelet, avec une inflexion progressiste.

Pour vaincre, Cartes – et ceux qui le soutiennent dans et hors du pays – concentre tout le pouvoir économique, politique et militaire. Son objectif immédiat est de battre le mouvement social et politique progressiste au Paraguay, et de lancer une croissance économique élevée pour une élite de super-millionnaires, comme lui, et d'obtenir ainsi comme disent les néo-libéraux un « déversement » (de miettes, en réalité) qui limiterait la pauvreté. Y arrivera-t-il ? Si il bénéficie du soutien de l'Empire et de toutes les oligarchies régionales, celle uruguayenne était toute présente lors de son investiture – la résistance du mouvement social monte en puissance et il ne sera pas facile de la démanteler.

En tout cas, des moments difficiles s'annoncent une fois de plus pour le Paraguay. Comme le Front Guasu, la principale organisation progressiste du pays, nous croyons que le peuple paraguayen saura affronter ce défi.

Nous croyons que l'heure est venue de l'unité de tout le peuple, y compris des secteurs non-progressistes mais démocratiques. D'abord seuls contre la Loi de militarisation (le Front Guasu fut la seule formation non-invitée par Cartés pour discuter de la question), nous avons avancé vers un rassemblement plus fort contre le « nouveau cap » néo-libéral et de militarisation, en ayant réussi contre la Loi de participation public-privée une adhésion beaucoup plus importante, y compris de secteurs non-progressistes, mais démocratiques.

Nous devons briser le pacte « bleu-grenat » qui réunit les colorados, les libéraux et d'autres partis politiques en vue de constituer un grand front démocratique qui affronte le nouveau défi de l'autoritarisme, la négation de la démocratie et des droits de l'Homme politiques, économiques et sociaux. En même temps, la solidarité internationale est fondamentale, voilà pourquoi nous valorisons le travail important de ce Forum de Sao Paulo Cône Sud, qui se réunit à Asuncion.

Nous sommes ici, donc, pour débattre et nous mettre d'accord sur des actions qui nous permettent de faire face au projet si dangereux pour le Paraguay comme pour toute la région, comme le fut la dictature d'Alfredo Stroessner, qui au moment de son installation, en 1954, est passée quasi inaperçue, et ce fut une grave erreur de toutes les forces démocratiques de la région.

Solidarité internationale 5 novembre 2013

Suite de la page (9)

and lowered tariffs has already has been done.

As a poor country, Haiti has the right to raise tariffs up to 50%, according to World Trade Organization rules. The government could also undertake programs to attack some of the structural causes of hunger.

But it is unlikely that the current government will touch most tariffs. The proposed 2013-2014 budget does announce some changes. Tariffs on foreign corn, pasta, green peas (but not beans), many vegetables, peanuts, fish and shellfish would go up, perhaps in an effort to lessen the flow of products from the Dominican Republic [See HGW 24 Export or Exploit?] But the budget does not mention the tariffs for rice, corn meal, or corn, which are all imported predominantly from the U.S .On Oct. 1, the Haitian govern ment announced it would not implement the new budget, and would instead renew the previous one. For the third year in a row, the government was unable to gain parliamentary approval for its proposal.

Economist Camille Chalmers calls the proposed budget "anti-national production."

"One cannot partially revise the neoliberal policies that have been devastating for the Haitian economy," Chalmers said on a local radio station. "It has got to be global."

Rice tariff policy is very political. The heavily subsidized, virtually tariff-free rice flowing into Haiti has served successive Haitian governments, who have a keen interest in assuring urban populations have access to cheap food. After food prices went up in late 2012, the government brought in 18,000 tons of rice from Vietnam – called "10/10" – which it sold on the market at prices that undercut even "Miami rice."

"We promise the population that we will bring in a lot, enough to serve the entire distribution chain," a government official told the press. Outraged farmers called for a boycott, but the rice arrived and was happily purchased.

Mathieu, head of the government's food security office (CNSA), explained clearly why tariffs would likely not go up any time soon. Speaking to *The Economist* in June, he said: "A government has to make a choice: you have to feed people, or else there are political costs."

Real Change or Just Tinkering?

Donors, government officials and technicians, foreign development and humanitarian organizations, farmers' cooperatives and associations, and foreign and local agronomists all agree on one thing: Haitian agriculture and food production are in critical condition, and this is a major reason for Haiti's hunger.

As noted in Why is Haiti Hungry?, Haiti's land tenure system is one of the biggest impediments to food sovereignty. Most farmers working the land do not own it or have dubious deeds.

Also, for the past four decades food aid has flooded the country while Haiti's agricultural sector has been ignored. Neoliberal policy shocks have had disastrous effects. In 1995, foreign assistance for agriculture and for food aid were about the same. Not for long. As farmers struggled against subsidized foreign products, food aid rose while assistance to agriculture dropped.

The trend has recently changed. Since the 2010 earthquake, there has been a steady drop in food aid and a marked rise in foreign assistance for the agricultural sector.

Many of the grants and programs cover aspects of the government's National Agriculture Investment Plan. With a budget of about US$790 million, the plan has been changed since it was originally proposed. It had to be "revised" prior to gaining the approval of important donors like the U.S. government.

"Early iterations that included a state-driven approach were revised, shifting the focus towards a market-oriented strategy," according to a USAID document. "The final product was endorsed at an international donor conference for Haiti on June 2, 2010 in Punta Cana, Dominican Republic."

In its press releases and media appearances, representatives of the Michel Martelly government have implied the "*Plan pour la Rélance Agricole*" was invented after the election but, like many other programs, it was already in process when the singer took power.

Similarly, the government's "*Aba Grangou*" (Down with Hunger) program is in fact a "brand" given to cover 21 programs – most if the agriculture programs – that are often carried out by foreign agencies or organizations. Associated with *Aba Grangou*, or on their own, across the country, large and small donors, sometimes in conjunction with the Agriculture Ministry, are running interesting and even promising projects and programs that aim to alleviate hunger and also address the agricultural production crisis.

For example, the Inter-American Development Bank has funded a US$27 million pilot land tenure security program aimed at clarifying land ownership. Other projects focus on fisheries, developing seed banks, and improving roads and irrigation canals. The government and donors are also trying to promote and use local products as much as possible. A World Food Program pilot program is using locally produced milk and other foods, while USAID is funding a program to help sorghum growers improve their output so that the *Brasserie Nationale d'Haiti* S.A. (BRANA), a Haitian brewery now owned by Heineken, can replace some of the grain it imports with Haitian production.

USAID is planning very little food aid after 2014 and is instead focusing on agricultural development through a program called "Feed the Future" (FtF) targeting the regions around Port-au-Prince, St. Marc, and the North *département* (province).

FtF's objectives include increasing output of crops for export (notably mango and cacao), output of grains and other food for local consumption, and planting of crops and trees in order to protect watersheds.

But Cohen is not entirely optimistic: "Although it is clear that agriculture has an important place in the U.S. strategy to support post-earthquake reconstruction in Haiti, there are some limitations to U.S. agricultural assistance… and a sharp incoherence between this aid on the one hand and U.S. agricultural trade policy on the other."

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti. This series distributed in collaboration with Haiti Liberté.

Edward Snowden prêt à témoigner en Allemagne!

Par Ulrich Rippert

L'ancien consultant de la NSA (Agence nationale de sécurité), Edward Snowden, dit être prêt à donner son témoignage aux autorités allemandes sur les activités d'espionnage des agences de renseignements américaines. La condition préalable est cependant qu'il lui soit permis de rester en Allemagne ou dans un autre pays prêt à garantir sa sécurité.

La décision de Snowden a été annoncée vendredi par le député du parti des Verts, Hans-Christian Ströbele, lors d'une conférence de presse tenue à Berlin.

Ströbele avait rencontré secrètement Snowden jeudi à Moscou où tous deux s'étaient entretenus pendant près de trois heures. Les journalistes John Goetz, du magazine d'information de la télévision allemande ARD, Panorama, et Georg Mascolo, du journal Süddeutsche Zeitung et ancien rédacteur de Der Spiegel, étaient également présents. Après la réunion, Ströbele a expliqué que Snowden était prêt à aider à faire la lumière sur l'affaire d'espionnage de la NSA en Allemagne et pourrait répondre à de nombreuses questions.

Vendredi, Ströbele a présenté à la presse une lettre qu'il avait transmise au nom de Snowden à la chancellerie, au Bundestag (le parlement) et à l'Avocat général du gouvernement. Snowden écrit dans cette lettre : « Au cours de mes années de service passées dans ces organisations [la NSA, l'Agence centrale du renseignement (CIA) et l'Agence du renseignement de la défense (DIA)], je crois avoir été témoin de violations systématiques du droit par mon gouvernement et qui m'ont créé une obligation morale d'agir. »

Du fait de ses divulgations, il fait l'objet d'une « campagne dure et continue de persécution » qui « [l]'a contraint à quitter [s]a famille et [s]on pays. » Mais les réactions à ses actes politiques l'ont encouragé. « Dans le monde entier, » écrit-il « des citoyens et de hauts responsables – y compris aux Etats-Unis – ont estimé que les divulgations à propos d'un système irresponsable et envahissant de surveillance était un service rendu au public. » Il a ajouté que les bénéfices que la société tirait de cette connaissance deviendraient de plus en plus clairs.

Snowden a souligné que le gouvernement américain continuait de traiter ses révélations comme une trahison, et essaye de criminaliser et de poursuivre la discussion politique. « Toutefois, » écrit-il, « dire la vérité n'est pas un crime. »

Il a dit être convaincu qu'avec « le soutien de la communauté internationale, le gouvernement des Etats-Unis renoncerait à ce comportement préjudiciable. » Il était prêt à participer à « une enquête responsable sur les faits pour ce qui était des informations parues dans les médias, » et notamment pour ce qui était de la véracité et de l'authenticité des documents « le cas échéant, et conformément à la loi. »



Edward Snowden

En concluant sa lettre, Snowden s'est adressé directement au gouvernement allemand en écrivant : « Je me réjouis de pouvoir m'entretenir avec vous dans votre pays sitôt que la situation sera réglée en vous remerciant des efforts entrepris pour le respect des lois internationales qui nous protègent tous. »

Les commentateurs politiques estiment qu'il est peu probable que le gouvernement offre à Snowden un sauf-conduit ou l'asile en Allemagne s'il venait à témoigner devant une commission au Bundestag ou un autre organisme. Ceci intensifierait considérablement la crise diplomatique entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Selon le ministère allemand de la Justice, les Etats-Unis ont déjà, à titre préventif,

Suite à la page (19)

Edward Snowden prêt à témoigner en Allemagne!



Lakhdar Brahimi, envoyé spécial des secrétaires généraux de la Ligue arabe et de l'Onu

Par Thierry Meyssan

La couverture médiatique de la guerre en Syrie ne porte que sur les actions militaires, humanitaires et diplomatiques. Elle laisse de côté la profonde transformation du pays. Pourtant, on ne survit pas à cet océan de violence sans changer profondément. De Damas, où il vit depuis deux ans, Thierry Meyssan décrit cette évolution.

De passage à Damas, l'envoyé spécial des secrétaires généraux de la Ligue arabe et de l'Onu, Lakhdar Brahimi, a présenté « son » projet de conférence de paix, Genève 2. Une conférence dont l'objectif serait de mettre fin à la « guerre civile ». Cette terminologie reprend l'analyse d'un camp contre un autre, de ceux qui affirment que ce conflit est une suite logique du « printemps arabe », contre ceux qui soutiennent qu'il a été fabriqué, alimenté et manipulé de l'extérieur.

La guerre selon l'opposition armée

Pour les Occidentaux et la majorité de la Coalition nationale, la Syrie vit une révolution. Son peuple s'est soulevé contre une dictature et aspire à vivre dans une démocratie comme aux États-Unis. Cependant cette vision des choses est démentie par le Conseil de coopération du Golfe, le Conseil national syrien et l'Armée syrienne libre. Pour eux, le problème n'est pas celui de la liberté, mais de la personnalité de Bachar el-Assad. Ils se contenteraient de conserver les mêmes institutions si le président acceptait de laisser sa place à un de ses vice-présidents. Toutefois, cette version est à son tour démentie par les combattants sur le terrain, pour qui le problème n'est pas la personnalité du président, mais la tolérance qu'il incarne. Leur but est d'instaurer un régime de type wahhabite où les minorités religieuses seraient soit soumises, soit détruites, et où la Constitution serait remplacée par la Charia.

La liberté d'expression

Au début, lorsque des snipers tuaient des gens, on disait que c'était des tireurs du régime qui cherchaient à imposer la peur. Lorsque des voitures explosaient, on disait que c'était une attaque perpétrée par les services secrets sous faux drapeau. Lorsque un gigantesque attentat a tué les membres du Conseil de sécurité, on accusait Bachar el-Assad d'avoir éliminé ses rivaux. Aujourd'hui, plus personne n'a de doute : ces crimes étaient l'œuvre des jihadistes et ils ne cessent d'en commettre.

Au début, il y avait la loi d'urgence. Depuis 1963, les manifestations étaient interdites. Les journalistes étrangers ne pouvaient entrer qu'au compte-goutte et leurs activités étaient étroitement surveillées. Aujourd'hui, la loi d'urgence a été levée. Il n'y a toujours que peu de manifestations parce qu'on craint des attentats terroristes. Les journalistes étrangers sont nombreux à Damas. Ils évoluent librement sans aucune surveillance. La plupart continuent pourtant à raconter que le pays est une horrible dictature. On les laisse faire en espérant qu'ils se lasseront de mentir lorsque leurs gouvernements cesseront de prêcher le « renversement du régime ».

Au début, les Syriens ne regardaient pas les chaînes de télévision nationales. Ils les considéraient comme de la propagande et leur préféraient Al-Jazeera. Ils suivaient ainsi en direct les exploits des « révolutionnaires » et les crimes de la « dictature ». Mais avec le temps, ils se sont trouvés confrontés directement aux événements. Ils ont vu

Suite à la page (18)

Grèce : la faim émerge de nouveau !



Des enfants affamés incapables de participer aux cours



C'est la conséquence tragique des politiques imposées par l'Union européenne

La majorité des élèves grecs vont en classe la faim au ventre : conséquence tragique des politiques imposées par l'Union européenne

Le mardi 16 octobre, était célébrée la triste « Journée mondiale de l'alimentation » à l'heure où 850 millions d'êtres humains souffrent de la faim. Au cœur de l'Union européenne, en Grèce, ce fléau émerge de nouveau comme un phénomène de masse, touchant les plus jeunes. L'étude publiée par « Prolepsis » (l'Institut de médecine préventive, et de santé environnementale et au travail) et menée dans 152 écoles, auprès de 16 000 élèves de toute la Grèce, a de quoi donner le vertige. Elle révèle l'ampleur de la politique inhumaine menée en Grèce par la « Troika ».

Selon « Prolepsis », aujourd'hui seuls 36 % des élèves du primaire et du secondaire en Grèce vont à l'école sans être confrontés à la menace de la faim. Dans le même temps, 37% des élèves sont en situation d' « insécurité alimentaire », sous la menace de la faim sans la subir directement, tandis que 27%, plus d'un élève sur quatre connaissent la faim à l'école, qu'elle soit modérée ou sérieuse.

En tout, cela fait donc près de deux élèves sur trois (64%) qui vont à l'école la faim au ventre. Les reportages édifiants ne manquent pas sur la situation dans les quartiers populaires d'Athènes ou Salonique, des enfants affamés incapables de participer aux cours d'EPS, des enseignants donnant

Suite à la page (19)

Suite de la page (3) Evans Paul…

caractérisées par un illogisme rebutant vis à vis du pouvoir *tet kale*. Un pouvoir auquel Evans Paul, Sauveur Pierre Etienne, Victor Benoit souhaitent la longévité au lieu de voir Lavalas aux timons ã nouveau. Ceci a été dit ã mots feutrés.

Ayant compris leur démarche politique ã la fois stérile et compromettante, Liliane Pierre-Paul lã encore les avait coincés en leur demandant de fixer leur position par rapport ã Lavalas. Evans Paul fut le premier ã élever la voix pour exprimer sa réserve par rapport ã l'entente liant le MOPDH avec Lavalas. Selon lui, Lavalas doit faire son inventaire avant toute autre chose. Comme une chorale, Victor Benoit, le sénateur Wiliam Jeanty et Sauveur Pierre-Etienne avaient entonné le même refrain. Ainsi, la peur bleue du secteur politique Lavalas se manifestait ouvertement lors de cette émission qui aura été une pièce ã conviction dont l'opposition populaire par rapport au pouvoir *tět kale* devrait réclamer des copies pour le besoin et l'avancement de la cause démocratique.

Cette émission a permis ã plus d'un de comprendre encore mieux et encore plus que la classe politique est aux ordres des étrangers qui décident du rythme auquel le pays doit fonctionner et que des élections n'y sont organisées que pour la façade. Secret de polichinelle? Quant aux aveux d'Evans Paul, ils sont troublants. Ils révèlent clairement que le chamboulement du pays ayant abouti au coup d'état du 29 février 2004, avait été minutieusement planifié par ces mêmes étrangers qui ont impérialement imposé Michel Martelly ã la tête du pays.

Donc, c'est une vraie blague lorsque des hommes et des femmes de la classe politique prétendent avoir chassé l'ex-président Aristide du pouvoir en 2004 et qu'ils seraient prêts ã récidiver, si Michel Martelly devait persister dans ses dérives. Un peu plus loin Evans Paul admettait qu'il ne veut plus jouer le rôle de postiche qui lui avait été attribué en 2004. En des termes plus directs, le vieux routier a déclaré qu'il ne serait pas prêt ã participer ã la chute d'un président pour se retrouver par la suite avec seulement un os dans la gueule selon que les étrangers le décident et que le pays reste la chasse gardée des égrillards locaux et des cumulards de la communauté internationale.

L'expérience douloureuse de Gérard Latortue installé par les "blancs" en 2004 au mépris du gnbisme grassement payé, empêche ã Evans Paul, neufs ans après, de dormir paisiblement dans son lit. Espérons qu'il n'est pas le seul collabo ã avouer ses regrets d'avoir pris une part remarquable dans la mise ã genoux de la République.

Quant ã sauveur Pierre-Etienne, il a quitté l'émission avec une claque cinglante en plein visage lorsque la présentatrice lui demanda s'il comptait publier un roman. Une façon très voilée de lui dire qu'il est passé maître dans l'invention de fausses histoires, d'histoires sordides voire insolites pour acculer ses adversaires politiques en prônant une certaine «troisième voie» dont il est l'unique ã en connaître l'issue. Oui, le fictionniste Pierre-Etienne devrait se débrouiller pour rédiger un roman dont on se permet de deviner déjà le titre: "Jean Bertrand Aristide dans tous mes rêves". Et, René Depestre, l'auteur de «Hadriana dans tous mes rêves», ne va sûrement pas lui en vouloir. Restez branchés. Evans Paul semble avoir d'autres surprenantes révélations ã faire ã propos du coup d'état du 29 février 2004 dans les jours à venir.

Suite de la page (3) Dialogues..

long de la frontière notamment à Los Cacaos, Pedro Santana, Baptiste, Boc Banica, ainsi qu' à San Pedre.

La majorité des Dominicains-es avaient bien accueilli l'initiative du RFJS et ont critiqué cette décision de la Cour Constitutionnelle de leur pays.

A la frontière d'Anse-à-Pitres Pedernales (Sud-est), tôt dans la matinée du vendredi 1er novembre 2013 (jour de marché frontalier), les membres du RFJS avaient commencé le dialogue avec leurs voisins dominicains auxquels/auxquelles ils ont remis discrètement le même message.

Nombreux sont les riverains et vendeurs dominicains au marché frontalier de Pedernales qui se sont montrés satisfaits en recevant le morceau de papier marqué des interrogations.

Le 25 octobre 2013, le Réseau Frontalier Jeannot Succès avait transmis une lettre au Consulat dominicain à Ouanaminthe, pour exprimer sa préoccupation suite à cette décision de la Cour Constitutionnelle visant à priver des dizaines de milliers de citoyens-es dominicains de leur nationalité.

La veille, l'Association des Commerçants-es Dominicains de Dajabon avait organisé une marche pour demander à la Cour Constitutionnelle de revenir sur sa décision.

Soulignons que cette sentence visant à dénationaliser des milliers de fils et filles d'étrangers, la majorité des Dominicains-nes d'ascendance haïtienne nés à partir de 1929 sur le territoire dominicain, a déjà soulevé des vagues de protestations un peu partout dans la région et dans le monde.

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés)
5 novembre 2013

Suite de la page (17)

par eux-mêmes les atrocités des peudo-révolutionnaires et, souvent, ils n'ont dû leur salut qu'à l'armée nationale. Aujourd'hui, les gens regardent beaucoup plus les télévisions nationales, qui sont plus nombreuses, et surtout une chaîne libano-irakienne, Al-Mayadeen, qui a récupéré l'auditoire d'Al-Jazeera dans l'ensemble du monde arabe et qui développe un point de vue nationaliste ouvert.

La liberté de conscience

Au début, l'opposition armée se disait pluri-confessionnelle. Des personnes issues de minorités religieuses la soutenaient. Puis, il y eu les tribunaux islamiques qui condamnèrent à mort et égorgèrent les « mauvais » sunnites, « traîtres » à leur communauté ; les alaouites et les chiites, torturés en public ; et les chrétiens expulsés de leurs maisons. Aujourd'hui, chacun a compris que l'on est toujours hérétique lorsque l'on est jugé par des « purs », des takfiristes.

Alors que des intellectuels affirment que la Syrie a été détruite et qu'il faut la redéfinir, les gens savent ce qu'elle est et sont souvent prêts à mourir pour elle. Il y a dix ans, chaque famille avait un adolescent qu'elle tentait de faire échapper au service militaire. Seuls les pauvres envisageaient de faire carrière sous les drapeaux. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes s'engagent dans l'armée et leurs aînés dans les milices populaires. Tous défendent la Syrie éternelle où se côtoient différentes communautés religieuses, ils vénèrent ensemble le même Dieu lorsqu'ils en ont un.

Au cours du conflit, beaucoup de Syriens ont eux-mêmes évolué. Au début, ils observaient majoritairement les événements en se tenant à l'écart, la plupart affirmant ne se reconnaître dans aucun camp. Après deux ans et demi de terribles souffrances, chacun de ceux qui sont restés dans le pays a dû choisir pour survivre. La guerre n'est plus qu'une tentative des puissances coloniales de souffler sur les braises de l'obscurantisme pour brûler la civilisation.

La liberté politique

Pour moi, qui connais la Syrie depuis une dizaine d'années et vis à Damas depuis deux ans, je mesure à quel point le pays a changé. Il y a dix ans, chacun racontait à voix basse les problèmes qu'il avait rencontrés avec les mukhabarats, qui se mêlaient de tout et de n'importe quoi. Dans ce pays, dont le Golan est occupé par Israël, les services secrets avaient en effet acquis un pouvoir extravagant. Pourtant, ils n'ont rien vu et rien su de la préparation de la guerre, des tunnels que l'on creusait et des armes que l'on importait. Aujourd'hui, un grand nombre d'officiers corrompus s'est enfui à l'étranger, les mukhabarats se sont recentrés sur leur mission de défense de la patrie et seuls les jihadistes ont à s'en plaindre.

Il y a dix ans, le parti Baas était constitutionnellement le leader de la nation. Il était seul autorisé à présenter des candidats aux élections, mais il n'était déjà plus un parti de masse. Les institutions s'éloignaient progressivement des citoyens. Aujourd'hui, on a du mal à suivre la naissance des partis politiques tant ils sont nombreux. Chacun peut se présenter aux élections et les gagner. Seule l'opposition « démocratique » a, depuis Paris et Istanbul, décidé de les boycotter plutôt que de les perdre.

Il y a dix ans, on ne parlait pas de politique dans les cafés, seulement à la maison avec les gens que l'on connaissait. Aujourd'hui, tout le monde parle politique, partout, dans les zones contrôlées par le gouvernement et jamais dans celles contrôlées par l'opposition armée. Où est la dictature ? Où est la démocratie ?

Réactions de classe

La guerre, c'est aussi un conflit de classe. Les riches, qui disposent d'avoirs à l'étranger, sont partis lorsque Damas a été attaqué. Ils aimaient leur pays, mais surtout protégeaient leurs vies et leurs biens.

Les bourgeois étaient terrorisés. Ils payaient l'impôt « révolutionnaire » lorsqu'on les insurgés l'exigeaient, et affirmaient soutenir l'État lorsque l'armée les questionnait. Inquiets, ils attendaient le départ du président El-Assad qu'Al-Jazeera annonçait comme imminent. Ils ne sont sortis de leur angoisse que lorsque les États-Unis ont renoncé à bombarder le pays. Aujourd'hui, ils ne songent qu'à se racheter en finançant les associations des familles de martyrs.

Le petit peuple savait lui, depuis le départ, ce qu'il en était. Il y avait ceux qui voyaient dans la guerre un moyen de se venger de leurs conditions économiques, et ceux qui voulaient défendre la liberté de conscience et la gratuité des services publics.

Les États-Unis et Israël, la France et le Royaume-Uni, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, qui ont livré cette guerre secrète et qui l'ont perdue, n'anticipaient pas ce résultat : pour survivre, la Syrie a libéré ses énergies et a retrouvé sa liberté.

Si la conférence de Genève 2 se tient, les grandes puissances ne pourront rien y décider. Le prochain gouvernement ne sera pas le fruit d'un arrangement diplomatique. Le seul pouvoir de la conférence sera de proposer une solution qui ne pourra être appliquée qu'après avoir été ratifiée par un référendum populaire.

Cette guerre a saigné la Syrie, dont la moitié des villes et des infrastructures ont été détruites pour satisfaire les appétits et les fantasmes des puissances occidentales et du Golfe. Si quelque chose de positif devait surgir de Genève 2, ce serait le financement de la reconstruction par ceux qui ont fait souffrir le pays.



Suite de la page (17)

adressé à l'Allemagne une demande d'extradition de Snowden.

Cependant, le nombre de ceux qui préconisent une telle approche est en train de croître dans les médias et dans les milieux politiques. Le chef du service des affaires intérieures du Süddeutsche Zeitung est résolu à faire venir Snowden en Allemagne.

« L'Allemagne a besoin de clarté sur les écoutes illicites américaines, » écrit Heribert Prantl. Et Snowden doit être protégé contre une extradition aux Etats-Unis. Les deux choses sont facilement conciliables : L'Allemagne doit fournir une protection au lanceur d'alerte. La loi prévoit la possibilité de lui garantir un sauf-conduit et une protection contre la déportation. »

Des signaux positifs prudents ont même émané de milieux gouvernementaux. Le ministre allemand de l'Intérieur, Hans-Peter Friedrich, a dit vendredi à Berlin : « Si le message est que M. Snowden nous donnera des informations, nous l'accepterons volontiers. » Il a ajouté : « Si M. Snowden est prêt à discuter avec des responsables allemands, nous trouverons le moyen pour que cette conversation ait lieu. Toute clarification, toute sorte d'informations et de faits que nous sommes susceptibles d'obtenir est une bonne chose. »

Le Parti social-démocrate allemande (SPD) a aussi exprimé le souhait que Snowden livre un témoignage. Le président du groupe parlementaire du SPD, Thomas Oppermann, a dit que s'il existait une opportunité d'entendre le témoignage de Snowden sans le mettre en danger et sans « ruiner totalement » les relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis, « nous devrions en profiter. » Lors des pourparlers actuellement en cours entre l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le SPD pour la formation d'un nouveau gouvernement de coalition, Oppermann dirige, aux côtés du ministre de l'Intérieur, Friedrich, le groupe de travail relatif aux affaires intérieures et juridiques.

Lors de l'émission Morgenmagazin sur la chaîne allemande ZDF, l'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne, John B. Emerson, a été prié de commenter la réunion qui avait eu lieu entre Ströbele et Snowden. L'ambassadeur a répondu que c'était le droit de chaque citoyen et bien entendu aussi des membres du parlement de voyager où bon leur semblait pour rencontrer des gens et leur parler.

La veille, Emerson avait lancé une « offensive de charme » en invitant dans son bureau de l'ambassade du Pariser Platz à Berlin les représentants de plusieurs journaux. En début de semaine, après que le magazine Der Spiegel ait décrit l'ambassade américaine de nid d'espions, l'ambassadeur avait loué les décennies d'amitié germano-américaine qui, a-t-il dit, survivraient à la crise actuelle.

A la question de savoir comment les Etats-Unis réagiraient à une audition de Snowden devant une commission d'enquête allemande, Emerson a répondu de façon ambiguë, « Si le cas se présente, nous réagirons. »

Une expertise émanant du service scientifique du parlement allemand a donné ce conseil au Bundestag que l'Allemagne pouvait offrir à Snowden un sauf-conduit. Depuis l'invalidation de son passeport américain, Snowden est considéré comme apatride et les autorités américaines ne disposent pas d'un droit automatique d'extradition. Ce service a signalé que la République fédérale pouvait fournir un permis de séjour basé sur le droit international et motivé par des raisons humanitaires.

Même le commissaire fédéral pour la protection des données et la liberté d'information, Peter Schaar, en a appelé aux autorités allemandes pour qu'elles viennent en aide à Snowden. S'exprimant au micro de Mitteldeutsche Rundfunk, Schaar a dit, « Snowden a fait une bonne chose. Nous avons aussi une responsabilité morale de le protéger. Si une commission d'enquête était mise en place, il faudrait mettre à la disposition de Snowden un environnement où il sera en mesure de divulguer ce qu'il a trouvé et ce, à l'abri de toute déportation aux Etats-Unis. »

L'avocat de Snowden, Anatoly Kutcherena, a dit vendredi qu'à l'ancien consultant de la NSA ne pourrait être interrogé par des responsables allemands qu'en Russie. Snowden ne quittera pas le pays, a dit l'avocat à la radio Moscow Echo. Il pourrait toutefois « témoigner en Russie dans le cadre d'accords internationaux, » si les autorités allemandes le désiraient. Kucherena a indiqué que Snowden perdrait son actuel statut de réfugié s'il se rendait à l'étranger.

Wsws 2 novembre 2013

Suite de la page (17) Grèce...

à leurs enfants un casse-croûte pour tenir la journée.

Comme le notent les auteurs de l'étude, la Grèce tombe dans des chiffres comparables à ceux de pays d'Afrique sub-saharienne, réussissant la performance de se situer en-dessous du Zimbabwe, du Mozambique et du Malawi où une courte majorité d'élèves ne souffrent pas de la faim. Cette réalité ne peut que soulever notre indignation. Elle est surtout éclairante politiquement sur la nature de l'attaque barbare subie par les travailleurs, sur la responsabilité du choix de l'intégration européenne dans l'offensive menée par la classe dominante grecque et européenne.

Car, premièrement, ce désastre humanitaire est la conséquence directe de la « politique d'austérité » menée depuis 2008 : baisse des salaires de 20, 30, 40 %, des coupes par milliards dans l'éducation et la santé, le retrait de l'État de ses fonctions sociales.

Se soigner ou manger, c'est désormais l'alternative pour les familles grecques.

Deuxièmement, ce désastre alimentaire, c'est aussi la conséquence de la politique d'intégration européenne, avant tout de la « Politique agricole commune » (PAC).

Contrairement au discours ambiant, reflété dans nos manuels scolaires, les aides de la PAC, largement canalisées par les gros agriculteurs et les réseaux politiques clientélistes, ont servi à financer la restructuration de l'agriculture grecque, conduisant à la ruine des petites exploitations.

En outre, elle a conduit la Grèce à s'éloigner de la souveraineté alimentaire. Elle est désormais un importateur net, y compris dans ses produits traditionnels : produits laitiers, viande, fruits et légumes … dont les olives !

Troisièmement, enfin, l'Etat s'accommode de l'action des associations humanitaires, charités religieuses ou fondations privées, qui occupent l'espace vacant laissé par les pouvoirs publics.

Ainsi, en Grèce, la « Fondation Stavros Niarchos » a financé à hauteur de 10 millions d'euros un plan d'aide alimentaire touchant 50 000 étudiants, dans 300 écoles des quartiers défavorisés pour leur offrir – en collaboration avec Prolepsis – des repas équilibrés chaque midi.

Si l'initiative devient une nécessité impérieuse pour des dizaines de milliers d'étudiants, elle reste scandaleuse. Elle permet à l'État de se défausser de ses responsabilités sociales, sous prétexte de faillite budgétaire, de laisser aux acteurs privés un espace pour acquérir une influence sociale.

Scandale d'autant plus manifeste quand on sait que la « fondation Stavros Niarchos » a été fondée par un richissime armateur grec, qui a construit sa fortune sur les largesses accordées par l'Etat grec, et par des régimes qui furent teintés d'autoritarisme, de corruption et de régression sociale. Au-delà de l'indignation, cette nouvelle doit nous pousser à agir ici en France contre les politiques de casse sociale, de privatisation de l'éducation, de pillage des ménages populaires, contre la politique de l'Union européenne au service d'une minorité de profiteurs.

Solidarité internationale
1 novembre 2013

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
Childless, loving couple pray to adopt. Stay at home mom, successful dad, great dogs & devoted grandparents. Legally allowed expenses paid. Bill & Debbie 800-311-6090.

AUCTIONS
Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call 917-336-1254 Today!

CONDOS FOR SALE
New Florida Condo Back on Market! Deal fell thru on new 2 bed/2 bath lakefront condo NOW $189,900. Originally under contract for $365,000. Near theme parks & all major attractions. Must see! Call now 1-877-333-0272, x 148

DRIVERS
HOME WEEKLY & BI-WEEKLY EARN $900-$1200/ WK. Major Benefits Available Class A-CDL & 6 Mos. Exp Reg. No Canada, HAZMAT or NYC! 877-705-9261

HEALTH
IF YOU USED THE BLOOD THINNER PRADAXA and suffered internal bleeding, hemorrhaging, required hospitalization or a loved one died while taking Pradaxa between October 2010 and the Present. You may be entitled to compensation. Call Attorney Charles H. Johnson 1-800-535-5727.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
AIRLINE CAREERS begin here– Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students– Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

HOME IMPROVEMENT
HAS YOUR BUILDING SHIFTED OR SETTLED? Contact Woodford Brothers Inc, for straightening, leveling, foundation and wood frame repairs at 1-800-OLD-BARN. www.woodfordbros.com. "Not applicable in Queens county."

LAND FOR SALE
BIG HUNTING LODGE: House, 8 acres, hunt adjoining 500 acre Deer Creek Forest. Bass ponds, brooks, fruit woods. Was $129,900, now $99,900. www.LandFirstNY.com Call 888-683-2626.

LAND FOR SALE
ATTENTION HUNTERS! 5acres-CABIN - $59,900 60acres- ABUTS STATE LAND - $99,900 Trophy whitetail hunting, less than 3 hours NY City! Marketable timber! Call: (888)905-8847 or www. NewYorkLandandLakes.com.

LAND FOR SALE
CATSKILLS MINI FARM 35 acres-Farmhouse- $169,900, 6 mile to Delhi. Large pond, spring, barns, great views, pasture. Owner terms! CALL: (888) 905-8847 or www. NewYorkLandandLakes.com.

LEGAL
Notice is hereby given that an action has been brought by plaintiff Khadijahismellah Sylvestre against defendant Josue Sylvestre, Jr for a Judgment of Divorce terminating the parties' marriage and granting any other applicable ancillary relief, such as equitable distribution of any marital assets. The parties were married in Schenectady County, State of New York on July 30, 2001.

LOTS & ACREAGE
Waterfront Lots- Virginia's Eastern Shore WAS $325K. Now From $55,000- Community Pool/Center, Large Lots, Bay & Ocean Access. Great Fishing & Kayaking, Spec Home. www.oldemillpointe.com 757-824-0808.

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean. vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

REAL ESTATE
VERMONT: Sugarbush Ski Area 3BR/ 3BA Home, 10+/- Ac., Great Lot, Views, Hike, Bike, Ski, Hot Tub, Private Exclusive: $299,000 THCAuction.com 800-634-7653

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419


The Respectable Lodge
L'Alpha & L'Omega Celebrating
35 Years!
Anniversary
TROPICANA
D'HAITI
FRIDAY, NOVEMBER 8 2013
TROPICAL PARADISE
BALLROOM
1367 UTICA AVE., BROOKLYN, NY 11203
BTW: FOSTER AVE & FARRAGUT RD
$45/Adv - $50 @ The Door
Showtime:
10 pm - 3 am
Info: 718-284-4122 | 718-753-2606
516-902-7167 | 631-764-7996


SHIP YOUR CAR FROM
NYC TO HAITI:
ONLY
$1,475
(INCLUDES APN PORT FEES)
RECEIVE
A SPECIAL GIFT
WHEN YOU BRING THIS
AD WITH YOUR
SHIPMENT.
GREY SHARK
THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)
DEVON SHIPPING INC.
• CARS • TRUCKS • TRAILERS
• BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
ROLL-ON • ROLL-OFF
DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE
115 VAN BRUNT ST.,
BROOKLYN, NY
RED HOOK CONTAINER TERMINAL
HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM
• SAT-SUN 9AM - 3PM
NOU PALE KREYÒL
718-243-2929




RADYO PA NOU
vous invite a une
GRANDE SOIREE DANSANTE CELEBRANT SES
11 ANS D'ANNIVERSAIRE
LE SAMEDI 16 NOVEMBRE 2013
Avec:
L'ORCHESTRE
Septentrional
A:
TROPICAL PARADISE BALLROOM
SIS AU 1367 UTICA AVE (ENTRE FOSTER AVE & FARRAGUT RD. BROOKLYN, NY)
DE 9HRS PM JUSQU'A X DU MATIN
ADMISSION $40 A L'AVANCE $50 A LA PORTE
Cette Soirée est Patronnée par:
CITI HEALTH 718-856-6800 PROGRESSIVE 718-856-6800
NEW CASTLE FURNITURE 973-678-2791 560 MAIN ST. EAST ORANGE, NJ
DEVON SHIPPING 718-243-2929 CARIBE FUNERAL HOME 718-444-1818
IGSS TAX SERVICES 718-282-0829 DR. ALEN ROZEN 718-275-1313
AVOCAT LOUISSAINT 855-424-8452 JETCO CARGO SHIPPING 718-856-2500
ELMOT CLERVIL 973-371-3877 MICHOU BEAUTY SALON 718-604-0338
YC SHIPPING 917-704-8021 BAKERY PA NOU 1078 SOUTH ORANGE, NJ 973-351-9300
DR. ALIX PIERRE REAL ESTATE 917-217-4910 DR. KESLER DALMACY 718-434-5345
SUPER NIGHT DE KIWI 973-371-4993 AROMAK SHIPPING 973-690-6353
FRANTZ DANIEL FUNERAL SERV. 718-613-0228 LA BELLE FURNITURE 516-246-9334